

OCDE
ETUDES ECONOMIQUES

ORGANISATION FOR ECONOMIC CO-OPERATION AND DEVELOPMENT

ITALIE

ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES

JUILLET 1970

STATISTIQUES DE BASE DE L'ITALIE

LE PAYS

Superficie totale (milliers de km ²)	301.3	Villes principales	milliers
Superficie agricole (milliers de km ²)	215.5	(recensement de 1961)	d'habitants
Forêts (milliers de km ²)	58.3	Rome	2 245
		Milan	1 598
		Naples	1 196
		Turin	1 050

LA POPULATION

Population résidente en 1969 (milliers)	54 302		milliers
Densité au km ²	180	Main-d'œuvre (1969)	19 534
Accroissement naturel net, moyenne 1963-1969 (milliers)	402	Emploi (1969)	18 871
Taux d'accroissement net par 1 000 habitants (moyenne 1963-1969)	8	dans l'agriculture	4 023
		dans l'industrie	8 048
		dans les services	6 800
		Émigration nette (moyenne 1963-1967)	72

LA PRODUCTION

Produit national brut en 1969 (milliards de lires)	51 456	Origine du produit intérieur brut en 1969 (au coût des facteurs) :	
PNB par habitant en 1969 (\$ des États-Unis)	1 516	Agriculture	11.3
Formation brute de capital fixe : en % du PNB en 1969	20.5	Industrie	30.3
par tête en 1969 (\$ EU)	310	Construction	8.6
		Services	49.8

L'ÉTAT

Consommation publique en 1969 (en % du PNB)	13.4	Dette publique interne (par rapport aux recettes courantes de l'Administration centrale en 1969,	83.0
Recettes courantes de l'État en 1969 (en % du PNB)	33.3	Investissement de l'ensemble des administrations en 1969 (en % des investissements totaux)	10.6

LE NIVEAU DE VIE

Consommation de viande (kg par an, par habitant) (1967-1968)	47	Consommation d'acier (1968) (kg par an, par habitant)	325
Salaires horaires brut moyen des ouvriers dans l'industrie en 1969 (lires)	672	Nombre, par 1 000 habitants, (1968) de :	
Consommation d'énergie (1967) (kWh par an, par habitant)	2 827	appareils téléphoniques	143
		récepteurs de télévision	156
		voitures	150

LE COMMERCE EXTÉRIEUR

Exportations de biens et services (en % du PNB, moyenne 1968-1969)	20	Importations de biens et services (en % du PNB, moyenne 1968-1969)	17
Principaux produits exportés (moyenne 1968-1969, en % des exportations totales) :		Principaux produits importés (moyenne 1968-1969, en % des importations totales) :	
Machines	39	Produits alimentaires	20
Tissus et articles en matières textiles	13	Machines	21
Produits chimiques	13	Métaux, minéraux et ferraille	13
Produits alimentaires	9	Pétroles et combustibles	13
Véhicules automobiles	9	Produits chimiques	9

LA MONNAIE

Unité monétaire : la lire

Unités monétaires par dollar des États-Unis :

625

ÉTUDES ÉCONOMIQUES DE L'OCDE

ITALIE

ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES

L'Organisation de Coopération et de Développement Économiques a été instituée par une Convention signée le 14 décembre 1960, à Paris, par les membres de l'Organisation Européenne de Coopération Économique, ainsi que par le Canada et les États-Unis. Aux termes de cette Convention, l'OCDE a pour objectif de promouvoir des politiques visant :

- à réaliser la plus forte expansion possible de l'économie et de l'emploi et une progression du niveau de vie dans les pays Membres, tout en maintenant la stabilité financière, et contribuer ainsi au développement de l'économie mondiale;*
- à contribuer à une saine expansion économique dans les pays Membres, ainsi que non membres, en voie de développement économique;*
- à contribuer à l'expansion du commerce mondial sur une base multilatérale et non discriminatoire, conformément aux obligations internationales.*

La personnalité juridique que possédait l'Organisation Européenne de Coopération Économique se continue dans l'OCDE, dont la création a pris effet le 30 septembre 1961.

Les membres de l'OCDE sont : la République fédérale d'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, le Canada, le Danemark, l'Espagne, les États-Unis, la Finlande, la France, la Grèce, l'Irlande, l'Islande, l'Italie, le Japon, le Luxembourg, la Norvège, les Pays-Bas, le Portugal, le Royaume-Uni, la Suède, la Suisse et la Turquie.

La République Socialiste Fédérative de Yougoslavie est associée à certains travaux de l'OCDE, et notamment à ceux du Comité d'Examen des Situations Économiques et des Problèmes de Développement.

L'examen annuel de la situation de l'Italie
par le Comité d'Examen des Situations Économiques
et des Problèmes de Développement de l'OCDE
a eu lieu le 25 juin 1970.

TABLE DES MATIÈRES

Introduction	5
I Évolution économique en 1969	6
La situation avant les grèves	6
Les grèves de l'automne et leur incidence	7
Prix et Revenus	13
La balance des paiements	16
Les accords de salaires	23
II Évolution récente et mesures de politique économique	25
III Perspectives à court terme	37
IV Problèmes de politique économique et conclusions	47
<i>Annexe 1</i> Liste des mesures de politique économique	55
Annexe statistique	59

TABLEAUX

(a) TEXTE

1 Les effets des grèves	7
2 Origine et utilisation des ressources	9
3 Comptes du secteur public	10
4 Emploi	12
5 Prix et salaires	14
6 Balance des paiements	18
7 Monnaie et crédit :	
(a) Le déficit du secteur public et son financement	28
(b) La base monétaire	29

(c) Situation globale des banques	30
(d) Taux d'intérêt des marchés monétaire et financier	31
8 Incidence de la demande totale sur le volume de la production, les importations et les prix	45
9 Incidence des accords de salaires sur le coût du travail dans l'industrie	47
 (b) ANNEXE STATISTIQUE	
A Comptes nationaux :	
(a) Dépense nationale et produit national	59
(b) Répartition du revenu national	60
B Comptes nationaux trimestriels (estimations)	61
C Indices de la production industrielle	62
D Indices des prix	63
E Emploi	64
F Salaires et traitements	65
G Comptes du secteur public :	
(a) Compte consolidé du secteur public	66
(b) Administration centrale	67
(c) Collectivités locales	68
(d) Sécurité sociale	69
H Monnaie et crédit :	
(a) Évolution de la base monétaire de 1960 à 1969	70
(b) Sélection de certains indicateurs monétaires	71
(c) Émissions annuelles nettes sur le marché des capitaux	72
I Balance des paiements	73
J Commerce extérieur et réserves de change	74
K Ventilation par produits du commerce extérieur	75

GRAPHIQUES

1 Indice de la production industrielle	8
2 Emploi dans l'industrie	13
3 Commerce extérieur	19
4 Balance globale des paiements	21
5 Évolution des salaires dans l'industrie	23
6 Tendances de la base monétaire	32
7 Évolution de certains taux d'intérêt à court et long terme	36
8 Les effets des grèves sur l'activité économique en 1969 et 1970	38
9 Enquêtes auprès des entreprises	40
10 L'incidence du coût du travail sur l'investissement et le financement dans les industries manufacturières	41

INTRODUCTION

Après avoir retrouvé un rythme de progression plus rapide au milieu de 1968, l'activité a poursuivi son essor à vive allure en 1969, mais elle a été perturbée à la fin de l'été et à l'automne par des grèves prolongées, qui ont entraîné d'importantes pertes de production. Malgré un net recul des exportations dû aux arrêts de travail, l'excédent de la balance des opérations courantes n'a diminué en 1969 que de 250 millions de dollars, pour s'établir à 2,4 milliards de dollars. Cet excédent n'a cependant pas suffi pour équilibrer des sorties nettes de capitaux d'une ampleur sans précédent, qui ont provoqué un déficit substantiel de la balance des opérations non-monétaires. Les prix se sont remis à monter fortement, de même que les salaires, bien que la plupart des grandes conventions salariales conclues vers la fin de l'année ne soient entrées en vigueur qu'au début de 1970. La politique de resserrement monétaire appliquée depuis les premiers mois de 1969 en vue d'enrayer les sorties de capitaux, a été progressivement renforcée, en partie pour des raisons de conjoncture intérieure, et les taux d'intérêt se sont sensiblement élevés.

Au cours des premiers mois de 1970, de nouveaux arrêts de travail ont contrarié la reprise de l'activité économique. Mais en l'absence de nouvelles perturbations importantes, la production devrait connaître pendant les prochains mois une progression assez rapide, sous l'effet non seulement d'un mouvement de rattrapage des pertes consécutives aux grèves, mais aussi d'une forte hausse tendancielle de la demande intérieure stimulée tout particulièrement par l'augmentation considérable du revenu des travailleurs. Les prix risquent de continuer à monter à un rythme relativement rapide du fait de l'alourdissement sensible des coûts de main-d'œuvre. L'excédent de la balance des opérations courantes accusera probablement une diminution considérable en 1970 ; mais il pourrait s'accroître à nouveau l'année prochaine avec la disparition de certains facteurs spéciaux à caractère temporaire. Les perspectives générales pour 1971 dépendront cependant dans une très large mesure de la politique qu'adopteront les pouvoirs publics.

Dans la première partie de la présente étude on examine l'évolution de l'économie en 1969, en s'attachant tout particulièrement aux répercussions des grèves et des nouveaux accords de salaires. La deuxième partie est consacrée à l'évolution récente et aux mesures de politique économi-

que, et la troisième aux perspectives pour l'année à venir. Les conséquences qui en découlent pour la politique économique du gouvernement sont examinées dans la dernière section de l'étude.

I ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE EN 1969

La situation avant les grèves

Avant le déclenchement des grèves, les grandes lignes de la situation économique étaient les suivantes :

- (a) Au deuxième trimestre de 1969, la progression du PNB s'était fortement accélérée depuis un an, atteignant 8 % en volume contre 5½ % au cours de la précédente période de douze mois. Les exportations avaient eu une part importante dans cette évolution et la demande intérieure s'était considérablement raffermie sous l'effet des mesures de relance — des investissements en particulier¹ — prises par les pouvoirs publics. L'essor de la construction résidentielle avait été particulièrement rapide du fait des modifications apportées aux règles administratives.
- (b) Cette vigoureuse expansion — largement supérieure à l'accroissement des capacités (estimé à 6 % environ) — s'était assortie d'une élévation des taux d'utilisation des ressources. La marge de sous-emploi des moyens de production n'en demeurait pas moins importante et, au mois d'avril, le chômage s'établissait, avant correction des variations saisonnières², à 3,1 % de la population active³, soit à peu près au même niveau qu'un an plus tôt, tandis que l'excédent de la balance des opérations courantes représentait plus de 3 % du PNB. Au cours des douze mois allant jusqu'au milieu de 1969, la hausse des prix et des salaires était restée modérée et les coûts unitaires de main-d'œuvre augmentaient légèrement.
- (c) Au premier semestre de 1969, l'excédent du compte des opérations courantes atteignait une cadence annuelle de 2,8 milliards de dollars. Toutefois, les sorties de capitaux, déjà importantes en 1969, avaient fortement augmenté, au point de dépasser le

1 Ces mesures ont été décrites dans l'étude économique de l'OCDE consacrée à l'Italie, Paris, 1969.

2 On ne dispose pas de chiffres désaisonnalisés pour le chômage.

3 Après correction, pour tenir compte des travailleurs occupant un emploi à temps partiel, le taux de chômage a été estimé à 3,7 %. Il varie très sensiblement selon les régions; en particulier, il a peut-être baissé dans la région industrielle de l'Italie septentrionale.

Italie

montant de l'excédent courant, entraînant ainsi une baisse des réserves officielles de change de 365 millions de dollars. Ces sorties de capitaux s'expliquaient notamment par une relative aisance monétaire et par la stabilité des taux d'intérêt pratiqués en Italie alors qu'à l'étranger, le loyer de l'argent montait au contraire rapidement. L'adoption en mars d'une politique monétaire plus restrictive n'a guère eu d'effet sur les taux d'intérêt avant le second semestre.

Les grèves de l'automne et leur incidence

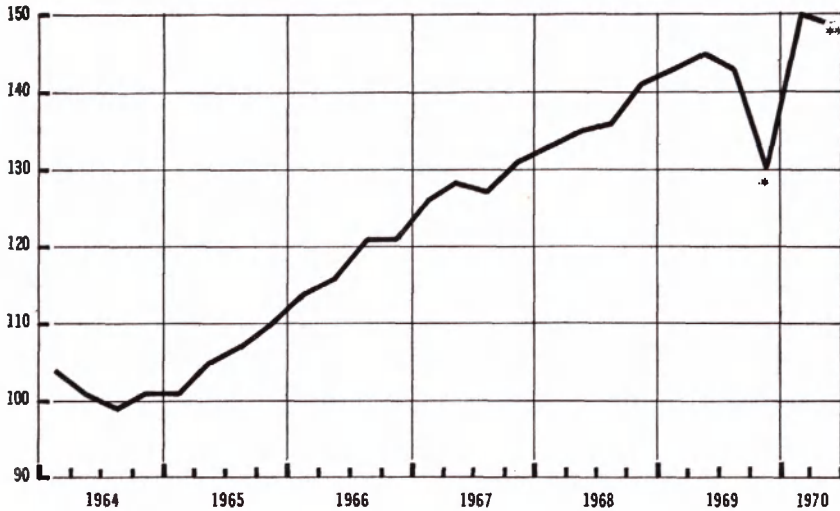
Au milieu de l'année 1969, le PNB semblait devoir continuer à s'accroître en volume à un taux annuel d'environ 7 %, à peu près comme au premier semestre, à la suite d'une progression plus vigoureuse de la demande intérieure combinée à un certain fléchissement de l'excédent courant. En fait, du deuxième au quatrième trimestre, le PNB a diminué de 4½ % en raison de grèves qui ont touché la moitié des effectifs de la population active pendant les quatre derniers mois de l'année. La perte qui en est résultée a été proportionnellement plus importante du point de vue de la production que celui de la durée du travail et des revenus perçus par les travailleurs, car la production a été perturbée dans des secteurs qui n'étaient pas eux-mêmes directement touchés par les grèves. Ce recul de la production a été particulièrement accentué dans l'industrie, où il a atteint 10 % au cours du second semestre. La construction a elle aussi été éprouvée, mais dans une bien moindre mesure.

Tableau 1 Les effets des grèves
Variations en % en volume, corrigées des variations saisonnières

	1968 IV	1969 II	1969 IV
	1968 II	1968 IV	1969 II
1 Consommation totale plus stocks	3.1	2.3	0.4
2 Investissement fixe total	10.3	5.4	-9.8
dont :			
(a) Investissement productif	5.8	5.9	-12.8
(b) Construction	13.1	5.2	-7.9
3 Demande intérieure totale	4.6	2.9	-1.8
4 Exportations de biens et services	12.5	9.4	-6.1
5 Importations de biens et services	13.3	9.9	6.3
6 PNB aux prix du marché	4.7	3.2	-4.6

Sources : Relazione Generale 1969 et ISCO.

Graphique 1 **Indice de la production industrielle**
Moyennes trimestrielles, corrigées des variations saisonnières, 1963 = 100



* Grèves.

** Moyenne d'avril et mai.

Sources : ISCO et OCDE, Principaux Indicateurs Économiques.

La demande intérieure s'est fortement ressentie des arrêts de travail, mais moins cependant que la production, de sorte que les stocks et l'excédent de la balance extérieure se sont trouvés réduits au second semestre de 1969. De toutes les composantes de la demande, c'est l'investissement qui a été le plus touché par les grèves. Les livraisons de biens d'équipement ont fortement baissé sur le marché intérieur et les importations ont pratiquement plafonné. Au dernier trimestre, les investissements en machines et autres matériels étaient inférieurs de près de 20 % au niveau qu'ils auraient atteint si la tendance observée, depuis un an au milieu de 1969, s'était maintenue dans les six derniers mois de l'année. Sur cette base, on peut estimer, pour les investissements productifs, que les pertes représentent 6 % d'une année d'investissements, ce qui permet d'envisager la possibilité d'une vive reprise pour l'année en cours. Les investissements de l'Etat ont accusé un recul sensible, dû sans doute à la pénurie de moyens de production dans l'industrie de la construction. Des tensions étaient déjà apparues en 1968 dans ce secteur par suite du vigoureux essor de la construction résidentielle ; l'an passé, de fortes tensions se sont manifestées et les coûts de construction ont augmenté très rapidement. Pour la période 1968 et 1969, la construction de logements a progressé autant qu'au cours des six années précédentes. Néanmoins — évaluée en volume aux prix de 1963 — la part de ce secteur dans le PNB a été moins

Tableau 2 Origine et utilisation des ressources

	1969, aux prix courants		Pourcentages de variation en volume (aux prix de 1963)				
	en milliards de livres	Répartition en %	1965	1966	1967	1968	1969
1 Consommation privée	32 641	63.4	2.7	6.8	7.1	4.7	5.7
2 Consommation publique	6 876	13.4	4.0	3.2	4.3	4.1	3.1
3 Formation brute de capital fixe	10 543	20.5	-8.6	4.0	11.8	7.7	8.2
4 Demande intérieure finale	50 060	97.3	0.5	5.7	7.7	5.2	5.9
5 Formation de stocks*	190	0.4	(0.2)	(0.1)	(0.3)	(-0.8)	(0.0)
6 Exportations de biens et services	10 543	20.5	20.1	13.2	6.7	15.4	14.1
7 Importations de biens et services	9 321	18.2	1.9	13.7	13.1	7.5	20.7
8 Solde extérieur*	1 222	2.3	(3.0)	(-0.3)	(-0.9)	(1.8)	(-0.7)
9 PNB aux prix du marché	51 456 ¹	100.0	3.6	5.9	6.8	6.0	5.0
10 Indice des prix dérivé du PNB	..	..	3.9	2.1	3.0	1.5	4.0
11 PIB au coût des facteurs	45 565	100.0	3.5	5.8	6.8	5.9	4.7
(a) Agriculture	5 137	11.3	2.9	3.3	7.5	-2.7	2.5
(b) Industrie	13 823	30.3	5.4	9.0	9.4	8.9	4.3
(c) Construction	3 897	8.6	-5.0	0.5	5.7	8.0	9.6
(d) Services privés	17 447	38.3	4.1	5.6	6.0	7.1	5.7
(e) Administration publique	5 261	11.5	3.2	4.0	2.3	3.0	2.0

* Les variations annuelles de la formation de stocks et de la balance des paiements sont exprimées en pourcentage du PIB de l'année précédente. La somme de ces deux pourcentages et de la variation de la demande intérieure finale est en général égale à la variation du PIB.

¹ Y compris l'erreur résiduelle afférente à l'estimation révisée de la balance extérieure.

Sources : Comptes nationaux italiens (ISTAT) et « Relazione Generale », 1969.

Études économiques de l'OCDE

Tableau 3 Comptes du secteur public
 Concepts de la comptabilité nationale, système de la gestion
 ÉPARGNE COURANTE ET BESOIN DE FINANCEMENT
Milliards de livres

	1966	1967	1968	1969
I ÉPARGNE NETTE COURANTE				
1 Administration centrale proprement dite	444	1 422	874	502
2 Organismes autonomes de l'Administration centrale	-81	-214	-233	-114
3 Ensemble de l'Administration centrale	363	1 208	641	388
4 Administrations locales	-297	-187	-225	-197
5 Sécurité sociale	51	-144	209	50
6 Total du secteur public (En % du PNB)	117 (0.3)	877 (2.0)	625 (1.3)	241 (0.5)
II CAPACITÉ (+) OU BESOIN (-) DE FINANCEMENT				
1 Administration centrale proprement dite	-785	196	-630	-1 060
2 Organismes autonomes de l'Administration centrale	101	-56	-67	60
3 Ensemble de l'Administration centrale	-684	140	-697	-1 000
4 Administrations locales	-569	-618	-563	-543
5 Sécurité sociale	-59	-255	68	-47
6 Total du secteur public (En % du PNB)	-1 312 (3.3)	-733 (1.7)	-1 192 (2.5)	-1 590 (3.1)

Source : Relazione Generale 1969.

élevée en 1968-1969 qu'au cours de la précédente période d'activité maxima de 1963-1964. Cette situation n'est peut-être pas sans rapport avec le fait que l'expansion démographique et le transfert de main-d'œuvre de l'agriculture à d'autres secteurs d'activité — c'est-à-dire deux indicateurs des besoins de logements — ont été plus faibles de 1965 à 1969 que pendant les quatre années précédentes.

La consommation privée paraît s'être assez bien maintenue pendant les grèves, en partie parce que ces dernières ont eu une incidence relativement faible sur la production de biens de consommation non durables. Ainsi qu'on l'a déjà noté, les arrêts de travail ont eu des répercussions moins sensibles sur les revenus des travailleurs que sur la production, et les pertes qu'ils ont entraînées se sont trouvées compensées dans une certaine mesure par un fort accroissement des transferts du secteur public aux ménages, essentiellement sous forme d'un relèvement des pensions. Sur l'ensemble de l'année 1969, et en dépit des grèves, la consommation privée

a augmenté à une cadence plutôt plus rapide qu'en 1968. D'après les statistiques, c'est l'inverse qui s'est produit dans le cas de la consommation publique, mais il est possible que les opérations comptabilisées ne fassent pas pleinement apparaître le montant des paiements effectués.

D'après les estimations, les pertes de production imputables aux grèves représenteraient l'équivalent de 2 % de la production en année pleine, ce qui ramène la progression du PNB aux alentours de 5 % en volume, pour 1969. C'est dans le secteur de la construction que l'essor a été le plus prononcé, puisqu'il a atteint 9½ %, à savoir le taux le plus élevé pour cette branche depuis une quinzaine d'années. Dans le secteur des services (à l'exclusion des services de la propriété immobilière), la production a augmenté de 6 %, c'est-à-dire plus rapidement aussi que le PNB. Comme l'emploi dans les services du secteur privé a diminué de 2 %, l'accroissement de la productivité n'a pas atteint moins de 8 %. Venant après l'accroissement de 5 % enregistré en 1968, alors que le taux de croissance tendancielle à long terme était inférieur à 3 %, l'accélération récente peut dénoter, soit de profondes transformations de structure dans les branches de services, soit, plus vraisemblablement, des erreurs d'appréciation dans les statistiques. Évaluée dans l'optique de la comptabilité nationale, la production industrielle s'est accrue de 4,3 % entre 1968 et 1969¹, des augmentations particulièrement importantes ayant lieu dans les industries alimentaires et textiles et des progrès minimes, voire des reculs se produisant du fait des grèves dans les industries de la transformation des métaux et de la construction automobile. La récolte ayant été plus abondante qu'à l'ordinaire, la valeur ajoutée par l'agriculture s'est accrue en volume de 2½ %. L'indice implicite des prix a marqué une hausse de 7½ % pour la production agricole et les revenus des agriculteurs ont progressé beaucoup plus rapidement. Les exportations de produits agricoles ont fortement augmenté, mais les importations aussi, de sorte que le solde des échanges de produits alimentaires s'est notablement dégradé. A l'heure actuelle, les importations représentent 11½ % de la consommation alimentaire, contre 9 % en 1962-1963.

Poursuivant le mouvement de baisse observé depuis quelques années, l'emploi a fléchi de 1 % en 1969. Il en a été de même de la population active, par suite d'une diminution des effectifs employés dans l'agriculture, tandis que le taux de chômage restait pratiquement stationnaire au niveau de 3,4 %. Comme les années précédentes, la contraction de l'emploi s'est assortie d'une modification de sa structure. La main-d'œuvre salariée représentait 65,3 % de la population active, contre 63,6 % en 1968 et 62,8 % en 1967. Après avoir augmenté de 1,1 % en 1968, l'effectif de la main-

1 Progression légèrement supérieure à celle que fait apparaître l'indice de la production industrielle.

Tableau 4 **Emploi**¹
En milliers

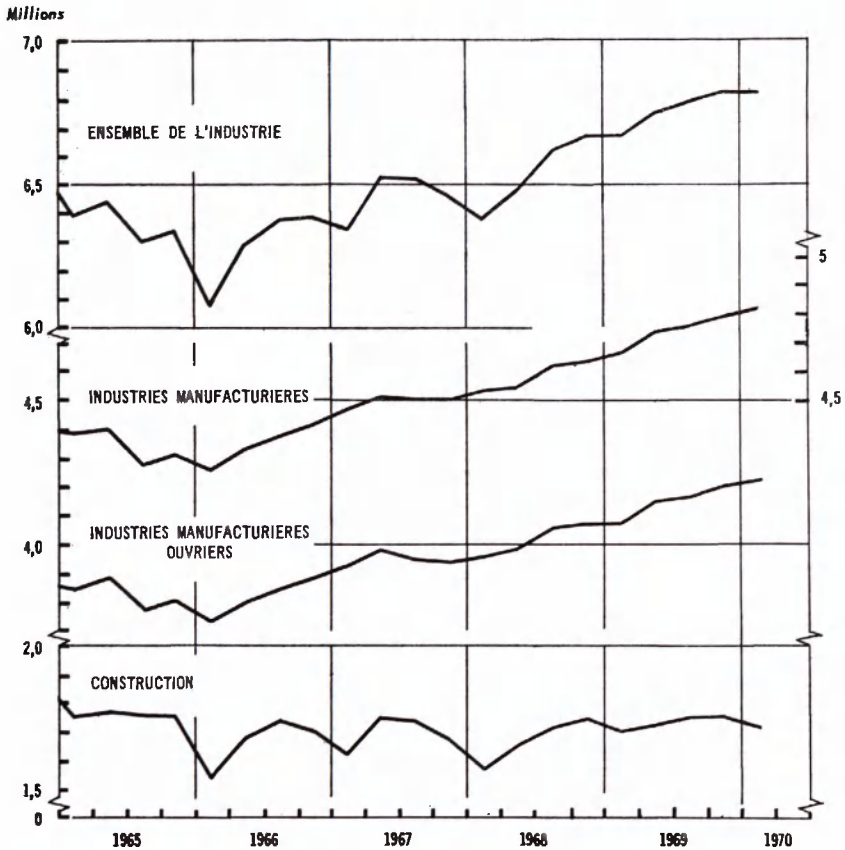
	Variations annuelles				Situation en 1969	Variations		
	1966	1967	1968	1969		Oct. 68 à oct. 69	Jan. 69 à jan. 70	Avril 69 à avril 70
EMPLOI								
1 Agriculture	-296	-104	-309	-224	4 023	-293	-369	-468
2 Industrie	-107	+161	+108	+158	8 048	+134	+128	+193
<i>dont :</i>								
(a) Construction	(-68)	(+33)	(-6)	(+54)	(1 976)	(-)	(+8)	
(b) Industries manufacturières, ouvriers	(-10)	(+133)	(+69)	(+124)	(4 142)	(+116)	(+134)	
(c) Industries manufacturières, autres	(-29)	(+3)	(+27)	(-33)	(1 624)	(+22)	(+6)	
3 Services	+88	+166	+163	-132	6 800	+89	+275	+241
4 Emploi total	-315	+223	-38	-198	18 871	-70	+34	-34
5 Chômeurs	+48	-80	+5	-31	663	-36	-104	-65
6 Population active	-267	+143	-33	-229	19 534	-106	-70	-99
7 Population non active	+814	+339	+402	+552	33 567	+469	+392	+437
8 Population présente	+547	+482	+369	+323	53 101	+363	+322	+584

¹ Ces chiffres sont des estimations des agrégats nationaux, extrapolés à partir des résultats des enquêtes trimestrielles par sondage.

Source : ISTAT.

Italie

Graphique 2 **Emploi dans l'industrie**
(Salariés)



Source : ISTAT, Enquêtes trimestrielles par sondage.

d'œuvre salariée a progressé l'an passé de 1,15 % et l'accélération a été plus marquée dans l'industrie (non compris la construction). Cependant, que ce soit en raison des grèves ou de la hausse des coûts de main-d'œuvre que laissent prévoir les nouveaux accords de salaires généralement entrés en vigueur à partir de 1970, l'effectif de la main-d'œuvre salariée s'est accru, semble-t-il, plus lentement dans l'industrie depuis le milieu de l'an dernier.

Prix et revenus

La montée des prix s'est accélérée en 1969, notamment au deuxième semestre. A la fin de l'année, la hausse était de 7 % pour les prix de gros,

Tableau 5 Prix et salaires¹
Pourcentages d'augmentation

	Moyenne 1961-65	Augmentations annuelles				1968 IV	1969 IV	Mai 1970
		1966	1967	1968	1969	1967 IV	1968 IV	sur mai 1969
1 Prix implicites du produit national brut	5.6	2.1	3.0	1.5	4.0			
2 Prix de gros	2.7	1.5	-0.2	0.4	3.9	-0.2	6.8	8.9
dont :								
Produits non agricoles	2.3	1.4	0.0	0.0	3.4	-0.5	6.6	
3 Prix à la consommation	4.9	2.4	3.7	1.4	2.7	0.7	4.0	5.2
dont :								
Produits non alimentaires	3.9	1.1	2.3	0.8	1.8	0.0	3.9	5.6
Produits alimentaires	4.6	2.0	1.7	0.3	2.8	0.0	3.9	4.9
Services	6.5	3.8	9.2	3.5	3.3	2.8	4.2	5.2
4 Salaires minimaux dans l'industrie ³								
(a) Industries manufacturières	10.4	3.8	5.2	3.6	7.5	3.3	10.2	} 20.6
(b) Construction	17.6 ³	3.2	4.6	4.4	6.9	3.9	8.0	
5 Gains horaires dans l'industrie ⁴	11.9	2.2	5.4	4.4	9.3	5.0	11.6	

1 On utilise depuis 1967 de nouveaux indices de prix (1966 = 100); mais, en raison des différences de champ de couverture et de classification, les sous-indices ne sont pas exactement comparables à ceux des séries antérieures dont l'année de base était 1953. Depuis 1968, on utilise le nouvel indice de salaires (1966 = 100); l'année de base de l'ancien indice était 1938; le nouvel indice tient compte de la moyenne des heures travaillées.

2 A l'exclusion des allocations familiales.

3 Moyenne 1962-1965.

4 Entreprises couvertes par l'enquête du Ministère du Travail.

Sources : Relazione Generale, ISTAT et OCDE, Principaux Indicateurs Économiques.

et de 4 % pour les prix de détail, par rapport aux niveaux enregistrés un an plus tôt. Cette évolution est en partie imputable à l'augmentation de 4 % des prix à l'importation. Un autre facteur, toutefois, a joué un rôle plus important : c'est l'apparition dans certains industries de goulets d'étranglement qui ont provoqué en cours d'année de vives hausses de prix des matériaux de construction (19,7 %) et des produits sidérurgiques (25 %). De plus, depuis le milieu de l'année, l'augmentation des coûts unitaires de main-d'œuvre devenait plus rapide sous l'effet de la poussée des salaires.

Au dernier trimestre de 1969, les taux de salaires minimums avaient augmenté dans les industries manufacturières (allocations familiales non comprises) de plus de 10 % en l'espace d'un an, contre 3,5 % seulement au premier trimestre. Dans les autres branches d'activité, agriculture exceptée, la progression a été plus modérée, de sorte que, pour l'ensemble de l'économie, les taux minimums ont augmenté de 9,5 % (contre 3,6 % en 1968) sur l'année. Trois principaux facteurs sont à l'origine de cette accélération :

- (a) la réduction, de moitié, à compter du 1^{er} avril, des abattements de zone applicables aux taux de salaires dans les différentes régions du pays¹ ;
- (b) le fait qu'en raison de la montée des prix, l'indice utilisé pour effectuer les ajustements de salaires en fonction de la hausse du coût de la vie² a progressé de 6 points dans le courant de l'année, ce qui suppose sans doute un relèvement des taux de salaires de plus de 2 % ;
- (c) l'entrée en vigueur, au second semestre de 1969 de certains des nouveaux accords de salaires, bien que les nombreuses conven-

1 Cette décision résulte d'un accord passé entre les organisations patronales et syndicales, aux termes duquel les différences de taux de salaires existant entre les diverses zones — dont certaines atteignent jusqu'à 20 % — devraient être réduites de 50 % au mois d'avril avant que l'écart restant soit encore abaissé de moitié en octobre 1970. Au 1^{er} juillet 1972, tout abattement de zone devra avoir été totalement éliminé; les taux de salaires minimums seront alors tous alignés sur ceux de Milan et de Turin.

2 Le système d'ajustement automatique des salaires en fonction du coût de la vie s'applique aux salariés de l'agriculture, de l'industrie, du commerce et d'une partie des transports. Il intervient tous les trois mois (avec un décalage d'un trimestre) à condition que la hausse de l'indice du coût de la vie (arrondi à l'unité la plus proche) atteigne au moins un point (soit environ les deux tiers de 1 %). A la suite de la conclusion de l'accord qui prévoit la réduction progressive des abattements de zone affectant les salaires, les indemnités de vie chère ont été alignées sur celles en vigueur à Milan et à Turin avec effet à partir du 1^{er} avril 1969. L'incidence sur les coûts de main-d'œuvre en est donc un peu plus forte maintenant. On estime qu'un ajustement d'un point alourdit les charges salariales des industries visées de 60 milliards de liras environ au total en un an (soit 41,5 milliards au titre des rémunérations, et 18,5 milliards au titre des charges sociales); ce montant représente à peu près un trois centième de la masse salariale totale du secteur privé (y compris les cotisations de sécurité sociale versées par les employeurs).

tions collectives conclues à l'automne fassent surtout sentir leurs effets cette année (voir ci-après, la section consacrée aux accords de salaires).

Du fait du glissement des salaires, la progression des gains moyens s'est accélérée encore plus fortement que celle des taux de salaires. L'écart entre les gains moyens et les taux applicables dans l'industrie (compte tenu des allocations familiales) s'est creusé, passant de 2,2 points au début de l'année à 3 points au dernier trimestre. A en juger par l'évolution tendancielle de la production, de l'emploi et du nombre moyen d'heures de travail (abstraction faite des effets des grèves), on peut évaluer à 7 % environ la montée des coûts unitaires de main-d'œuvre dans l'industrie (construction exclue) au cours de l'année 1969. Par rapport à 1968, l'accroissement s'établit à 6 % pour l'ensemble de l'année. En dépit de la progression rapide des salaires, la masse salariale s'est accrue de 9,1 %, c'est-à-dire à un taux qui n'est que légèrement plus élevé que celui de 1968 et ce, à cause de pertes de revenu subies par les travailleurs du fait des grèves. Cependant, comme on l'a déjà noté, ces pertes ont été, toutes proportions gardées, moins importantes que les pertes de production ; c'est en particulier le cas dans l'industrie où, à cause des pertes de production et malgré la hausse des prix, les bénéfices bruts sont tombés, entre 1968 et 1969, passant de 38,4 à 37 % de la valeur ajoutée par le secteur.

La balance des paiements

En dépit de la forte poussée des importations qui est allée de pair avec l'expansion de l'activité intérieure, l'excédent de la balance des opérations courantes s'est établi pendant les trois premiers trimestres de 1969 à un rythme annuel voisin de 3 milliards de dollars, grâce à l'essor rapide des exportations de marchandises et des recettes invisibles nettes. Dans les quatre derniers mois de l'année, en revanche, les perturbations provoquées par les grèves ont sérieusement porté atteinte aux exportations, ramenant à 2,4 milliards de dollars l'excédent courant pour l'ensemble de l'année 1969, c'est-à-dire à un niveau légèrement inférieur à celui qui avait été enregistré en 1968 (2,6 milliards de dollars). Les sorties nettes de capitaux non monétaires ont presque doublé pour atteindre 3,8 milliards de dollars, de sorte que la balance globale des paiements (à l'exclusion des opérations monétaires) qui s'était soldée, en 1968, par un excédent de 0,6 milliard de dollars, a enregistré un déficit record de 1,4 milliard de dollars.

Soutenues par l'essor ininterrompu du commerce mondial, les exportations de marchandises ont continué à progresser vigoureusement jusqu'au milieu de 1969, dépassant la croissance des marchés extérieurs de l'Italie. Le fait que, jusqu'à cette date, elles aient pu s'accroître en un an de près

de 25 % en valeur malgré un relèvement des prix de 5 %, alors que les pressions exercées par la demande intérieure allaient peu à peu en s'accroissant, donne une indication de leur compétitivité et de l'ampleur de la marge de ressources inemployées qui caractérisait l'économie italienne au début de la période considérée. A cause du fléchissement brutal intervenu aux deux derniers trimestres (dans des proportions correspondant à peu près à celles du fléchissement de la production industrielle), les exportations n'ont finalement gagné que 15 % en valeur sur l'ensemble de l'année. Il faut noter toutefois que si, compte tenu des variations saisonnières, les exportations italiennes avaient progressé au second semestre dans les mêmes proportions que les importations de l'OCDE (celles de l'Italie exclues), l'augmentation aurait été de l'ordre de 20 % en 1970, ce qui donnerait à penser que les grèves ont pu provoquer une perte représentant 5 % environ des exportations de l'année.

Malgré un net ralentissement survenu au dernier trimestre à la suite des grèves, les importations auront progressé de 21,5 % en valeur (d'après les statistiques douanières) entre 1968 et 1969. Pour l'année, jusqu'au troisième trimestre de 1969, l'élasticité des importations par rapport à la demande totale (évolution en volume dans les deux cas) s'est établie à 2,3, soit à un niveau légèrement moins élevé (2,8) qu'au cours de la période de deux ans 1962-1963, durant laquelle la demande totale progressait à un rythme analogue ; ceci semblerait indiquer que l'offre et la demande ont pu s'équilibrer plus facilement que pendant cette période plus ancienne. La poussée des importations résultait dans une certaine mesure de la reprise des importations de matières premières et de demi-produits, qui avaient stagné ou même fléchi en 1968 ; l'année dernière, d'autre part, on constatait que les importations de biens de consommation non alimentaires et de biens d'équipement s'étaient accrues respectivement de 34 et 24 %, du fait sans doute de l'insuffisance de la production intérieure.

Après avoir baissées en 1967 et 1968, les recettes invisibles nettes ont au contraire augmenté en 1969 de plus de 200 millions de dollars et cet accroissement compte parmi les plus importants de ces dix dernières années. Une amélioration marquée des recettes brutes au titre du tourisme s'est trouvée presque complètement effacée par une forte augmentation des dépenses du même poste ; ces dépenses ont plus que doublé en 4 ans, pour atteindre près d'un demi-milliard de dollars en 1969. L'amélioration enregistrée pour les recettes invisibles nettes s'explique en majeure partie par un accroissement appréciable des revenus des investissements — sous l'effet des sorties de capitaux massives de ces dernières années, et des niveaux élevés des taux d'intérêt pratiqués sur les marchés internationaux — et par une progression continue des recettes au titre des transferts du secteur privé et des envois de fonds des travailleurs italiens émigrés.

Tableau 6 Balance des paiements
A DONNÉES ANNUELLES ET TRIMESTRIELLES
Millions de dollars

	1968	1969	1969				1970	
			I	II	III	IV	I	II ¹
CHIFFRES NON CORRIGÉS DES VARIATIONS SAISONNIÈRES :								
1 Importations, fob	9 050	11 058	2 562	2 787	2 725	2 984	3 063	
2 Exportations	10 098	11 642	2 809	3 093	2 928	2 812	2 961	
3 Balance commerciale	1 048	584	247	306	203	-172	-102	(-15)
4 Services, net	1 240	1 372	179	355	620	218	86	
5 Transferts, net	339	412	88	69	156	99	-26	
6 Balance des opérations courantes	2 627	2 368	514	730	979	145	-42	(-100)
7 Mouvements de capitaux plus erreurs et omissions	-2 000	-3 759	-877	-1 265	-1 301	-316	-715	(270)
8 Balance globale (opérations non monétaires)	627	-1 391	-363	-535	-322	-171	-757	172
9 Mouvements monétaires ²								
(a) Règlements officiels	61	705	389	-25	385	-45	888	-399
(b) Banques commerciales	-688	686	-26	560	-63	216	-131	228
CHIFFRES CORRIGÉS DES VARIATIONS SAISONNIÈRES :								
Balance commerciale	—	—	226	226	235	-103	-123	(-)
Balance des opérations courantes	—	—	700	718	680	270	223	(200)

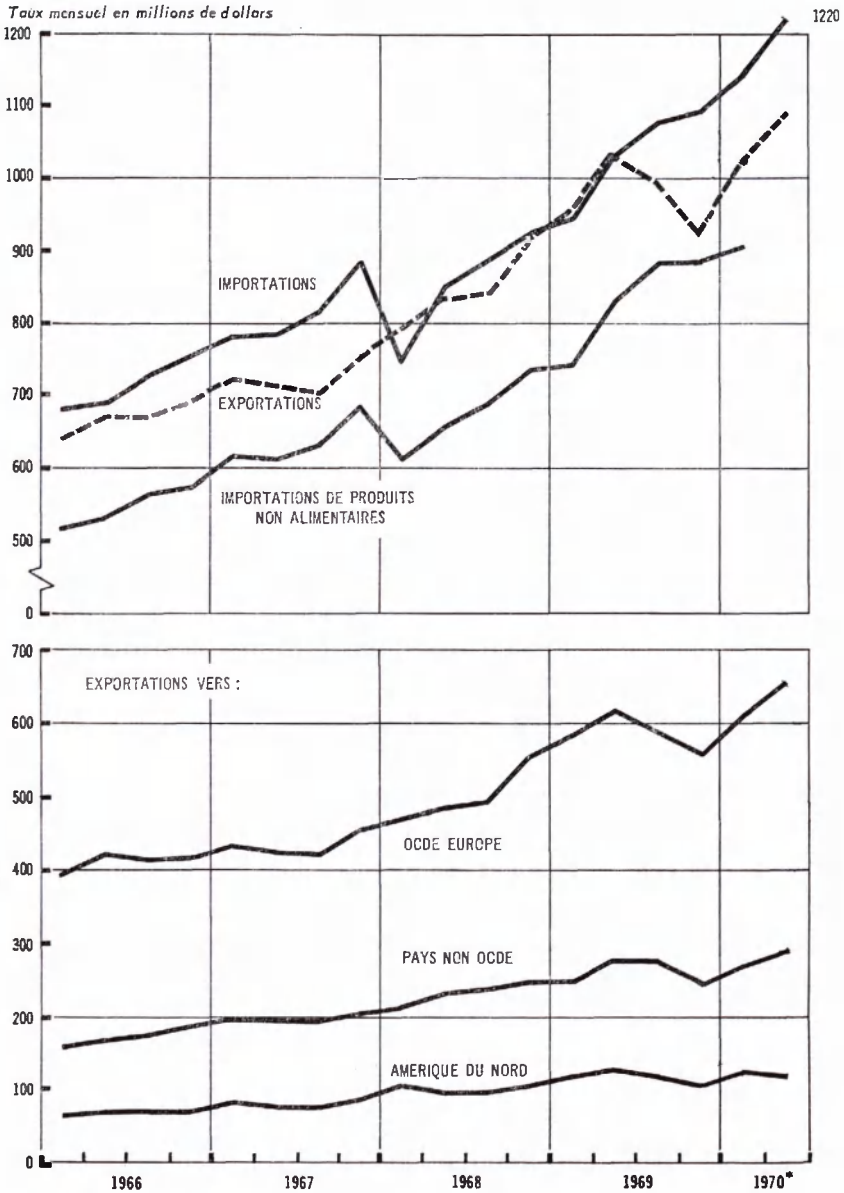
1 Avril-Mai. Les chiffres entre parenthèses représentent des estimations approximatives du secrétariat.

2 Augmentation des avoirs = (-).

Sources: Banque d'Italie et Relazione Generale 1969.

Italie

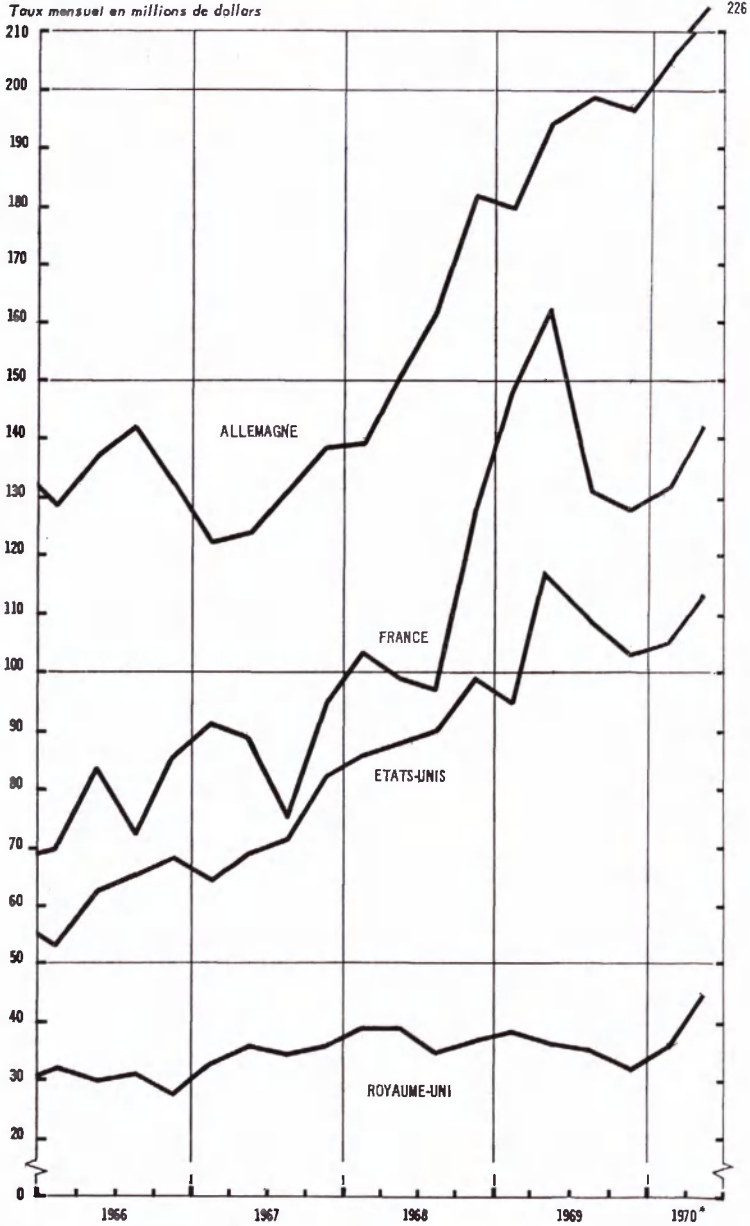
Graphique 3 Commerce extérieur
A Moyennes trimestrielles corrigées des variations saisonnières



* Moyenne avril-mai.

Source : OCDE, Principaux indicateurs économiques.

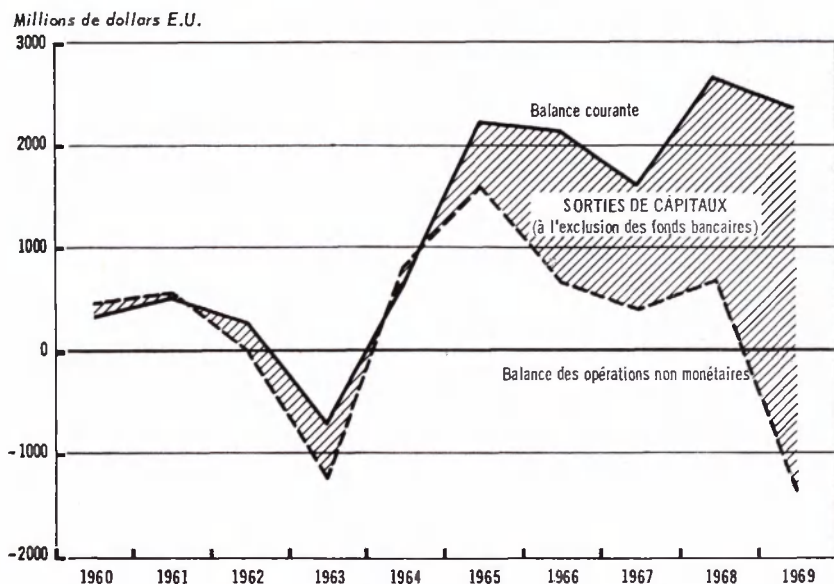
Graphique 3 (suite) Commerce extérieur
B Exportations par catégories de marchés
Moyennes trimestrielles non corrigées des variations saisonnières



* Moyenne avril et mai.

Source : OCDE, Statistiques du Commerce extérieur.

Graphique 4 Balance des paiements



Source : Rapports annuels de la Banque d'Italie.

En 1969, pour la première fois depuis 1963, la balance des transactions non-monnaïres a accusé un déficit. En fait, le montant de l'excédent courant a été compensé et au-delà par des sorties nettes de capitaux représentant plus du quart de l'épargne intérieure nette. Comme l'indique le tableau 6 (b), les entrées de capitaux ont légèrement fléchi à la suite d'une forte diminution des crédits commerciaux qui a plus que compensé l'accroissement sensible des prêts étrangers aux entreprises italiennes augmenté du léger relèvement des investissements étrangers en Italie. Les sorties de capitaux italiens ont presque doublé par rapport à 1968, atteignant 3,9 milliards de dollars à la suite d'accroissements sensibles de pratiquement tous les postes. Le total des crédits n'a augmenté que légèrement et les crédits à court terme ont en fait diminué. En dépit des mesures restrictives prises au début de 1969, les investissements de portefeuille ont progressé presque autant qu'en 1968 et dépassé 450 millions de dollars, dont 170 millions par l'intermédiaire des fonds de placement étrangers (montant à peu près équivalent à celui du 1968). Comme les années précédentes, néanmoins, ces sorties de capitaux ont été effectuées en majeure partie en dehors des circuits légaux, ainsi qu'en témoigne le volume des rachats de billets de banque italiens, qui a atteint 2,3 milliards de dollars, soit deux fois plus qu'en 1968. Cette vague d'exportations illégales de

Tableau 6 Balance des paiements
 B MOUVEMENTS DE CAPITAUX
 Flux nets
 Millions de dollars

	1967	1968	1969
CAPITAUX ÉTRANGERS			
Investissements	342	402	416
<i>dont</i> : Investissements directs	261	332	418
Prêts	-55	121	176
Crédits commerciaux	325	-61	-157
Total	611	462	435
CAPITAUX ITALIENS			
Investissements	-319	-542	-746
<i>dont</i> : Investissements directs	-234	-261	-283
Investissements de portefeuille	-72	-279	-461
Prêts	-215	-204	-548
Crédits commerciaux	-299	-274	-317
Rachats de billets de banque	-801	-1 127	-2 256
Total	-1 635	-2 152	-3 867
Solde	-1 023	-1 691	-3 432

Source : Banque d'Italie.

capitaux peut s'expliquer par le rôle accru de certains facteurs qui — comme les écarts entre les taux d'intérêt — étaient déjà à l'œuvre en 1968, et par l'apparition de nouveaux éléments, le fait, par exemple, que la confiance s'est affaiblie en raison du malaise social et de l'incertitude politique vers la fin de l'année, ou l'attente du changement de parité du D-mark. Par ailleurs, des considérations d'ordre fiscal et les insuffisances du marché italien des capitaux ont probablement encore exercé une influence considérable.

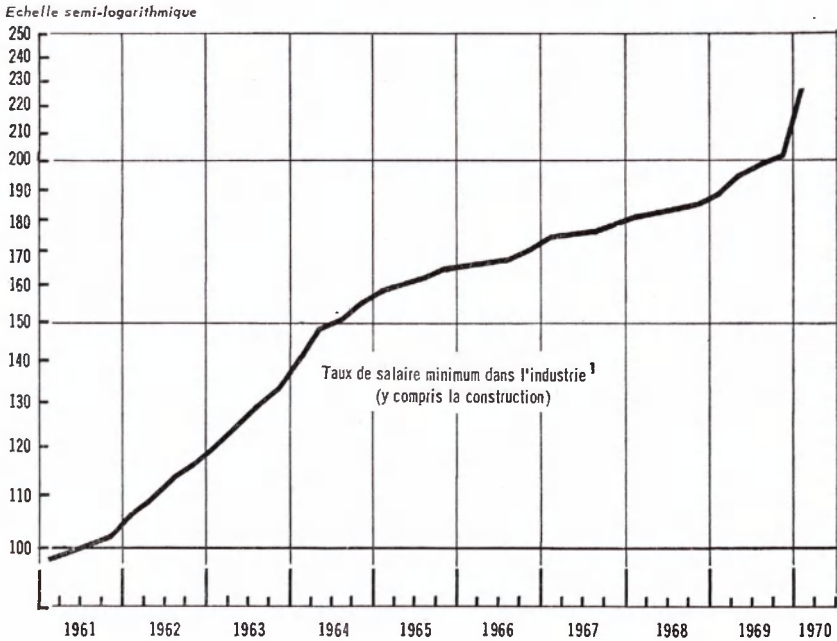
Les opérations non-monétaires se sont soldées en 1969 par un déficit de 1 391 millions de dollars, supérieur de 100 millions au déficit de 1963 (précédent record), alors qu'en 1968, elles avaient abouti à un excédent de 627 millions de dollars. Grâce aux rapatriements de fonds (686 millions de dollars) auxquels ont procédé les banques commerciales¹, le déficit de la balance des règlements officiels s'est trouvé ramené à 705 millions de dollars. Ce déficit a été financé presque totalement par une diminution (525 millions de dollars) des avoirs officiels à moyen et à long terme, de sorte que le montant net des réserves officielles n'a fléchi que de 182 millions de dollars, pour s'établir en fin d'année à 4,7 milliards de dollars.

1 En mars 1969, la Banque d'Italie a invité les banques commerciales à équilibrer la position nette de leurs avoirs à l'étranger avant la fin de juin 1969.

Les accords de salaires

En 1969, un assez grand nombre de conventions collectives ont fait l'objet de négociations en vue de leur renouvellement, notamment parce que dans plusieurs secteurs la date prévue pour ces négociations a été avancée. A la fin de l'année, de nouveaux accords avaient été conclus pour des périodes s'étendant généralement de deux ans et demi à trois ans ; ils intéressaient près de 5 millions de travailleurs (pour une population active comptant au total 13 millions de salariés), dont 3 millions dans l'industrie, soit près de 50 % des salariés de ce secteur. La convention applicable dans l'agriculture avait été conclue et était entrée en vigueur dès les premiers mois de 1969, mais dans l'industrie et la construction, les négociations n'ont abouti qu'après les grèves prolongées qui ont marqué la fin de l'année ; dans l'industrie, la plupart des accords n'ont pris effet qu'en janvier 1970. Bien que les modalités des nouveaux accords varient beaucoup suivant les branches, le relèvement des rémunérations de base a été du même ordre pour tous les intéressés et, en général, il a pris pleinement effet en janvier

Graphique 5 Évolution des salaires dans l'industrie, 1961-1970
Données trimestrielles sous forme d'indices, 1961 = 100



1 A l'exclusion des allocations familiales.

Source : ISTAT.

1970. La réduction de la durée hebdomadaire normale du travail, ramenée de 43-44 à 40 heures, devrait se poursuivre jusqu'en 1972-75 par étapes, la première, une réduction d'une heure, intervenant en janvier 1970. Certains éléments accessoires du salaire, indemnités de licenciement et primes d'ancienneté, par exemple, ont aussi été majorés et l'exercice d'activités syndicales beaucoup plus étendues a été autorisé à l'intérieur des ateliers.

Il est extrêmement difficile d'évaluer avec précision la hausse des coûts de main-d'œuvre et l'augmentation des revenus des travailleurs qui résultent des nouveaux accords de salaires. Aucun des rapports officiels de conjoncture publiés dernièrement¹ ne fournit ce genre d'estimations, mais, d'après une déclaration officielle, les gains moyens (compte tenu des ajustements automatiques des salaires en fonction du coût de la vie) devraient progresser de 17 % dans les industries en cause entre 1969 et 1970. Toutefois, ce pourcentage sous-estime peut-être le mouvement de hausse, car l'indice moyen des salaires minimaux applicables en vertu des conventions collectives dans l'industrie (construction comprise) était déjà, de janvier à mai, supérieur de 17,5 % à la moyenne enregistrée en 1969 ; et il est probable que le relèvement attendu des rémunérations en fonction de l'évolution du coût de la vie entraînera une nouvelle progression des taux de salaires moyens dans l'industrie. D'autre part, l'accord visant les industries textiles prévoit sensiblement les mêmes avantages que les précédents ; il a été conclu récemment et prenait effet à compter du mois de mai ; enfin, plusieurs conventions sont encore en cours de négociation. Dans ces conditions, à la fin de l'année, les négociations collectives auront abouti à de nouveaux accords visant environ les trois quarts des effectifs salariés et prévoyant à peu près les mêmes augmentations de salaires dans toutes les branches. Quelle que soit au total l'augmentation des gains des travailleurs, il est vraisemblable qu'elle se traduira par un alourdissement encore plus marqué des charges des entreprises, ainsi qu'on l'avait déjà constaté dans le passé, en raison de l'amélioration sensible des éléments accessoires du salaire. Pour la série de négociations de la période 1962-1964, les taux de salaires et les coûts de main-d'œuvre avaient progressé dans l'industrie d'environ 30 à 35 % respectivement en deux ans et demi à trois ans. Sur l'ensemble de la période d'application des accords auxquels a abouti la nouvelle série de négociations, l'augmentation ne sera peut-être pas d'une ampleur très différente, mais, d'après certaines estimations de source officielle, contrairement à ce qui s'était passé alors, près des 3/5 ou des 3/4 de la hausse des salaires s'effectuera dès la première année, c'est-à-dire en 1970.

1 Rapport général sur la situation économique du pays, « *Relazione Generale sulla Situazione Economica del Paese* » (1969), présenté en avril dernier au Parlement par les Ministres de la Planification et du Trésor, et Rapport de l'ISCO sur la situation économique au second semestre de 1969.

II ÉVOLUTION RÉCENTE ET MESURES DE POLITIQUE ÉCONOMIQUE

La production industrielle s'est redressée au début de cette année, mais pour la période des trois mois allant jusqu'à mai et après correction des variations saisonnières, elle n'a dépassé que de 2 % le maximum atteint avant les grèves en juillet 1969. Plusieurs facteurs paraissent avoir freiné cette reprise : l'application des nouvelles conventions collectives et, en particulier, la réduction de la durée hebdomadaire du travail, a posé des problèmes à l'échelon des entreprises et l'on a, d'autre part, enregistré de nouveau des grèves importantes qui ont toutefois pris beaucoup moins d'extension que celles de la fin de 1969. Les résultats des enquêtes effectuées auprès des entreprises au cours des quatre premiers mois de l'année corroborent cette impression. En avril, 21 % des entreprises interrogées indiquaient un niveau de production inférieur à la normale ; ce pourcentage représentait une amélioration par rapport à celui que l'on avait enregistré en moyenne pendant les grèves (50 % environ), mais il demeurait sensiblement plus élevé qu'il ne l'avait été jusqu'au milieu de 1969. Au cours du premier semestre de cette année, l'emploi dans l'industrie (construction comprise) a continué de s'accroître approximativement au même rythme annuel que durant la dernière partie de 1969. Malgré une augmentation importante des effectifs dans le secteur des services, le niveau global de l'emploi est resté presque stationnaire, par suite du nombre important de personnes qui ont quitté le secteur agricole au cours du deuxième trimestre. Le taux de chômage s'établissait en avril à 2,8 %, soit à un niveau un peu plus faible que l'année précédente. En janvier, on a constaté une poussée des taux de salaires horaires moyens dans l'industrie, après l'entrée en vigueur de la plupart des nouvelles conventions collectives. Ils ont encore monté en février à la suite de l'ajustement automatique des salaires en fonction du coût de la vie, et ils se sont stabilisés en mars et avril à un niveau supérieur de 19 % à celui de la période correspondante de 1969. Compte tenu d'un nouvel ajustement en mai, l'application des règles d'échelle mobile a eu une incidence d'environ 1½ % sur les salaires au premier semestre. Dans les autres secteurs d'activité, les taux de salaires ont aussi augmenté dans des proportions appréciables. En mai, l'indice des taux de salaires contractuels pour l'ensemble de l'économie avait progressé de 11,5 % par rapport au niveau moyen de 1969 et de 16,7 % par rapport à l'indice de mai 1969 ; pour les gains horaires, la hausse était sans doute légèrement plus forte à cause du glissement des salaires. Les prix ont continué à monter rapidement dans les premiers mois de cette année ; en mai, les prix de gros avaient augmenté de pres-

que 9 % en l'espace d'un an et la hausse des prix de détail de novembre à mai atteignait un taux annuel proche de 6 %.

Les derniers indicateurs disponibles (ventes des grands magasins, production et importations de biens de consommation) permettent de penser que les dépenses de consommation ont connu une vigoureuse reprise vers le début de cette année sous l'effet d'un gonflement des revenus des ménages à la suite de l'augmentation des salaires et de l'emploi, et d'un retour à des horaires de travail plus normaux. La reprise paraît avoir été moins nette pour les investissements productifs. En avril, après correction des variations saisonnières, la production de biens d'équipement finis n'avait pas encore retrouvé son niveau d'avant les grèves. La construction de logements s'est probablement ralentie après les grèves, si l'on en juge par la forte réduction du volume des projets approuvés et des mises en chantier dans le courant de 1969 et au début de cette année. C'est probablement la reconstitution des stocks de produits finis, entamés au moment des grèves, qui a constitué un stimulant important de la demande intérieure ; la proportion des entreprises jugeant le niveau de leurs stocks inférieur à la normale est tombée de 44 % en moyenne aux mois de novembre-décembre à 28 % en avril.

La balance commerciale (corrigée des variations saisonnières, importations fob) qui était devenue nettement déficitaire au dernier trimestre de 1969 a continué de connaître un déficit au cours du premier semestre de 1970. Si l'on en juge par les chiffres douaniers, dès le deuxième trimestre de 1970, les exportations (corrigées des variations saisonnières) s'étaient redressées considérablement par rapport au niveau déprimé de la fin de 1969. Les importations, qui avaient été beaucoup moins affectées par les grèves de 1969 ont continué d'augmenter rapidement ; c'est ainsi qu'elles dépassaient de 22 % leur niveau du deuxième trimestre de 1969, alors que la même comparaison ne faisait apparaître qu'une hausse de 9 % pour les exportations. La reprise moins rapide que prévu de la production industrielle a de toute évidence contrarié le développement des exportations et a contribué à une croissance plus rapide des importations. Au cours du premier trimestre l'excédent de la balance des opérations courantes ne s'élevait qu'à moins de 1 milliard de dollars (rythme annuel) contre près de 2,7 milliards de dollars avant les grèves de l'année dernière. L'excédent semblerait s'être encore réduit au deuxième trimestre.

C'est à la persistance de sorties massives de capitaux qu'il faut imputer au premier chef le déficit record de 820 millions de dollars par lequel s'est soldé le compte des opérations non monétaires aux deux premiers mois de cette année. Ces sorties ont à nouveau pris en grande partie la forme d'exportations de billets de banque italiens. En mars, l'effet des nouvelles mesures adoptées, dont on trouvera la description plus loin, s'est

conjugué avec celui d'emprunts importants contractés à l'étranger par des organismes publics, de sorte que la balance globale des paiements s'est soldée par un excédent de 68 millions de dollars. Après avoir enregistré un déficit en avril, la balance globale a de nouveau connu un excédent en mai et en juin, de sorte que le premier semestre s'est soldé par un déficit de 560 millions de dollars par rapport à un solde déficitaire de près de 900 millions de dollars au cours de la période correspondante de l'année précédente. Le déficit de la balance des règlements officiels a été de 450 millions de dollars au cours des cinq premiers mois de l'année et s'est établi à 1 milliard de dollars pour la période de douze mois allant jusqu'en mai 1970. Pendant cette même période de douze mois, on a enregistré une dégradation de 0,5 milliard de dollars de la position extérieure des banques. Les réserves nettes de change de l'Italie (y compris sa position au FMI et 120 millions de dollars de droits de tirage spéciaux) s'élevaient en mars à 3,9 milliards de dollars, et elles se sont accrues de près de 400 millions de dollars dans les deux mois allant jusqu'à mai.

Les opérations de l'Etat ont été fortement infléchies par l'intervention de facteurs exceptionnels, en particulier par les grèves des fonctionnaires. C'est surtout de cette façon que s'expliquent la diminution absolue constatée dans les paiements en 1969 au titre du budget — en dépit des nouveaux engagements de dépenses considérables qu'impliquaient les mesures prises en 1968, puisque, d'après les prévisions, le montant total des dépenses budgétaires devait s'accroître de 15 % en 1969 — et la réduction du déficit de trésorerie du budget établi dans l'optique administrative (tableau 7 (a)¹. Cependant, comme près des trois-quarts des fonds d'Etat à long et à moyen termes émis pour financer le déficit² ont été acquis par la Banque d'Italie, les opérations du Trésor ont fortement contribué à la création de liquidités. Selon les indications préliminaires, les premiers mois de 1970 ont été marqués par une vive reprise des paiements. Pour la période de douze mois allant jusqu'à mai, le déficit des opérations de trésorerie a été nettement plus important que pour les douze mois précédents, ce qui a pratiquement été l'unique source de création de liquidités (d'un montant près de cinq fois supérieur à celui de la période des douze mois précédents). D'après les prévisions budgétaires pour 1970 (compte tenu des cré-

1 Le budget établi dans l'optique de la comptabilité nationale (tableau 3) fait apparaître des résultats différents. Ceci est dû en partie au fait qu'en raison des grèves des fonctionnaires, le gouvernement a utilisé des moyens spéciaux (par exemple, le système postal) pour effectuer des paiements importants. Une correction pour tenir compte de ces retards comptables est effectuée, à juste titre, dans les estimations des comptes nationaux.

2 Par une interprétation étroite des dispositions constitutionnelles et des règles comptables appliquées en matière de finances publiques, l'émission de fonds d'Etat d'un montant supérieur aux besoins de trésorerie a permis au Trésor de transformer en crédit une dette en compte courant à l'égard de la Banque d'Italie.

ditions supplémentaires), les dépenses devraient s'accroître de 8,9 %, à peine un peu moins donc que les recettes, et le déficit ne devrait augmenter que dans de faibles proportions. Ces estimations ont été établies sur la base des crédits ouverts (« competenza »), mais les dépenses effectives s'en écartent en général sensiblement. Tout paraît indiquer que le déficit du trésor augmentera considérablement cette année.

Tableau 7 Monnaie et crédit
(a) LE DÉFICIT DU SECTEUR PUBLIC* ET SON FINANCEMENT
Milliards de lire

	1967	1968	1969	Année se terminant en Mai 1970
DÉFICIT GLOBAL DU SECTEUR PUBLIC				
Recettes de trésorerie	8 400	9 147	9 564	
Dépenses de trésorerie (—)	-9 282	-10 923	-11 165	
dont : Dépenses budgétaires	-8 521	-10 801	-10 376	
Opérations extra-budgétaires	-761	-122	-789	
Déficit total (—)	-882	-1 776	-1 601	-2 400
dont : Déficit budgétaire (—)	-100	-1 364	-599	-1 550
FINANCEMENT				
Recours au marché	1 023	1 276	415	-120
Recours à la Banque d'Italie	-141	500	1 186	2 520

* Y compris les caisses d'épargne postales et les entreprises autonomes.

Source : Relazione Generale 1968 et 1969.

L'orientation plus restrictive qui avait été donnée à la politique monétaire au début de 1969¹, en vue d'enrayer les sorties de capitaux, a été progressivement accentuée, sous l'effet aussi de considérations d'ordre intérieur. L'objectif d'expansion de la « base monétaire »² pour 1969, d'abord fixé en mai par les autorités à 1 500 milliards de lire, a été abaissé

1 On trouvera dans l'Annexe figurant à la fin de la présente étude une chronologie des mesures prises dans le domaine de la monnaie et du crédit.

2 La « base monétaire » correspond à peu près à ce qu'il est convenu d'appeler la « monnaie primaire » : elle comprend l'ensemble des instruments de paiement légaux plus les engagements à court terme des autorités monétaires. Les autorités italiennes y voient, quant à elles la principale variable monétaire, dont l'évolution commande, pratiquement, celle de l'ensemble du système.

Tableau 7 Monnaie et crédit
(b) LA BASE MONÉTAIRE¹
Variations en milliards de lire

29

	1966	1967	1968	1969	Année se terminant en Mai 1970
A ORIGINE DES ACTIFS LIQUIDES					
1 <i>Secteur extérieur</i>					
(a) Surplus de la balance des paiements	418	202	393	-869	-773
(b) Moins : accroissement de la position des banques vis-à-vis de l'étranger et avoirs en devises	-182	41	-270	221	363
(c) Impact net	236	243	123	-648	-410
2 <i>Secteur public</i>					
(a) Besoins de caisse du Trésor (y compris opérations extra-budgetaires)	1 868	1 274	2 045	1 766	2 408
(b) Moins : emprunts à moyen et long terme	-1 373	-870	-1 123	-266	170
(c) Impact net	495	404	922	1 500	2 578
3 <i>Banques</i>					
Financement par la Banque d'Italie	565	627	220	476	-7
4 <i>Autres secteurs, net</i>	-82	-58	-24	-83	-435
5 Impact net total (= 6 + 7)	1 214	1 216	1 241	1 245	1 725
6 Facteurs autonomes (1a, 2a et 4)	2 202	1 477	2 438	897	1 199
7 « Intervention des autorités monétaires » (1b, 2b et 3)	-988	-261	-1 197	348	526
B UTILISATION DES ACTIFS LIQUIDES					
8 Avoirs liquides détenus par le public	805	1 018	577	1 153	1 427
9 Réserves bancaires obligatoires	314	249	403	415	511
11 Liquidités des banques	94	-51	261	-323	-213
11 Total	1 214	1 216	1 241	1 245	1 725

¹ La base monétaire inclut l'ensemble des instruments de paiement légaux plus les engagements à court terme des autorités monétaires que les banques peuvent utiliser comme réserves obligatoires, ou qu'elles peuvent librement convertir en espèces auprès de la Banque centrale. Les principaux actifs monnayables rapidement sont les suivants : les dépôts auprès de la Banque d'Italie et de l'Administration postale, les lignes de crédit disponibles auprès de la Banque d'Italie contre effets mis en pension, le solde créditeur net en devises convertibles, et jusqu'en avril 1969 tous les bons du Trésor.

Source : Banque d'Italie.

Tableau 7 Monnaie et crédit
(c) SITUATION GLOBALE DES BANQUES
Situation nette et variations en milliards de lire

	Encours à la fin de 1969	Variations					
		en milliards de lire			En pourcentage		
		1968	1969	Mars 1970 par rapport à Mars 1969	1968	1969	Mars 1970 par rapport à Mars 1969
A AVOIRS							
1 Avoirs liquides	1 130	258	-299	-300	..	..	..
2 Réserves obligatoires	6 483	739	711	770	..	..	..
3 Ensemble des prêts à l'économie	23 698	2 015	3 092	2 881	10.8	15.0	14.0
(a) Prêts à court terme	20 489	1 713	2 673	2 382	10.6	15.0	13.5
Prêts à moyen et long terme	3 209	302	419	499	12.1	15.0	17.4
(b) Prêts au secteur privé	20 769	1 640	2 686	2 464	10.0	14.9	13.7
Prêts au secteur public	2 929	375	406	417	17.5	16.1	16.4
4 Valeurs mobilières	7 546	1 126	793	683	..	..	..
5 Autres avoirs	1 505	252	188	169	..	..	..
6 Position extérieure nette ¹	-36	271	-221	-202	..	..	..
7 Total des avoirs	40 326	4 661	4 264	4 001	14.8	11.8	11.1
B ENGAGEMENTS							
8 Total des dépôts	34 458	3 669	3 665	3 649	13.5	11.9	11.7
dépôts à terme	16 841	1 675	1 107	720	11.9	7,0	4.5
dépôts à vue	17 617	1 994	2 558	2 929	15.3	17.0	19.1
9 Crédit de la Banque d'Italie	2 845	168	505	61	..	..	..
10 Autres engagements (montant net)	3 023	824	94	291	..	..	..
11 Total des engagements	40 326	4 661	4 264	4 001	14.8	11.8	11.1

1 A l'exclusion des avoirs libres en devises.

Source : Banque d'Italie.

Tableau 7 Monnaie et crédit
(d) TAUX D'INTÉRÊT DES MARCHÉS MONÉTAIRE ET FINANCIER
 Pourcentage par an, en fin de période

	Taux de base officiel ¹	Réescompte de la Banque d'Italie ²	Avances à échéance fixe de la Banque d'Italie ³	Bons du Trésor ⁴	Taux Euro-dollars à 3 mois ⁵	Obligations publiques	Établissements de crédits spécialisés (IM)
1967	3.50	3.50	3.50	3.58	6.25	5.59	6.66
1968	3.50	3.50	3.50	3.56	7.44	5.63	6.78
1969	3.50	3.50	3.51	3.63	8.50	5.62	6.72
Mars			4.07	3.41	8.38	5.63	6.72
Avril			4.65	4.44	10.18	5.64	6.76
Mai			4.86	—	10.50	5.65	6.83
Juin			4.94	4.99	10.56	5.66	6.93
Juillet		4.69	5.27	—	11.25	5.68	7.08
Août	4.00	5.20	4.46	—	10.62	5.90	7.26
Septembre		5.38	4.86	—	9.88	6.15	7.46
Octobre		5.41	5.14	—	10.88	6.28	7.62
Novembre		5.10	5.23	—	11.31	6.33	7.90
Décembre		5.28	5.34	—	9.56	6.50	7.79
1970		5.18	5.37	6.95	9.31	6.96	8.09
Janvier		5.41	6.56	—	8.50	7.46	8.58
Février		5.50	6.65	—	8.50	7.53	8.54
Mars	5.50	6.96	6.24	—	9.12	7.76	9.20
Avril		6.85					
Mai							

31

1 Taux appliqué à toutes les opérations de financement de la Banque d'Italie; les majorations d'août 1969 et de mars 1970 ne sont pas applicables aux effets escomptés par les banques en vue du financement des stocks agricoles, pour lesquels le taux de base demeure fixé à 3,50 %.

2 A partir de juillet 1969, moyenne pondérée des taux effectifs résultant de l'application de la pénalisation de 1,5 point aux banques qui, au cours du semestre civil précédent, ont remis au réescompte des effets d'un montant total supérieur à l'équivalent de 5 % de leurs réserves obligatoires.

3 Avances contre dépôt de garanties d'une durée inférieure à trois semaines. A partir de mars 1969, moyenne pondérée des taux résultant de l'application d'une majoration d'un demi-point à chaque nouvelle avance accordée au cours du semestre civil, dans la limite d'une majoration totale de 1,5 point par rapport au taux officiel.

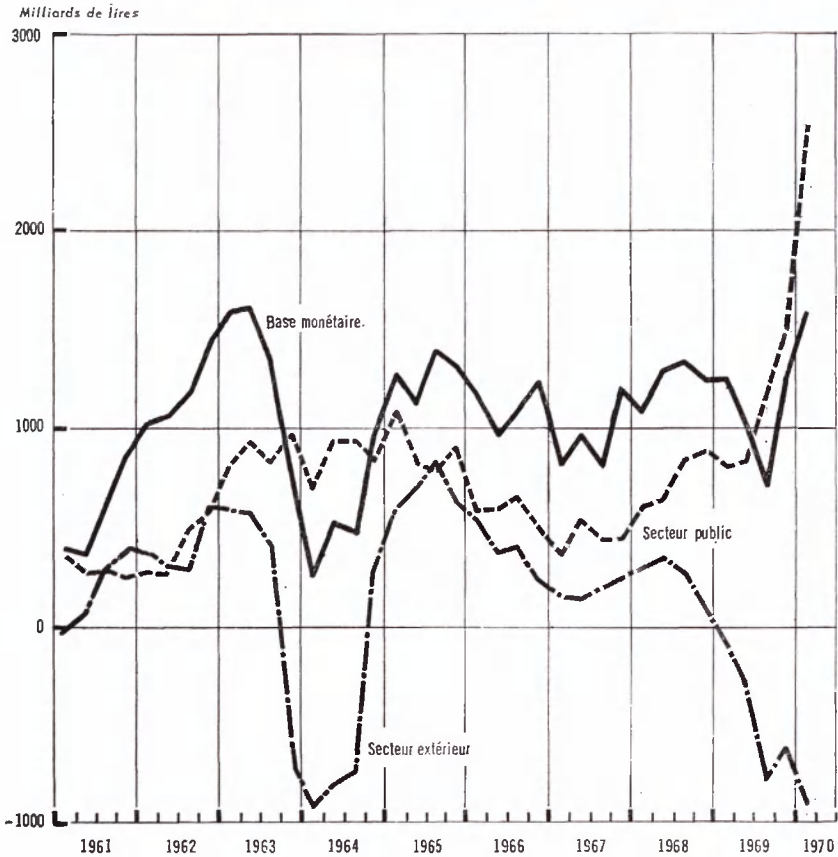
4 Rendement effectif des bons du Trésor à douze mois, calculé en divisant la prime de souscription par le prix net.

5 Pointage effectué le dernier vendredi du mois.

Sources : Banque d'Italie et Bulletin de la Banque de Réserve Fédérale des États-Unis.

Graphique 6 Effet net du secteur public et du secteur extérieur sur l'évolution de la base monétaire, 1961-1969

Données trimestrielles, variations au cours des douze mois précédents



Source : Banque d'Italie, Rapports annuels.

à 1 300 milliards en septembre ; finalement, la progression a été en fait de 1 200 milliards (à peu près comme en 1968). Comme le PNB a augmenté de 9 % en valeur, au lieu de 7,5 % l'année précédente, on se trouve en présence d'un resserrement très sensible des conditions monétaires.

Le tableau 7 (b) présente les principaux facteurs qui ont contribué à l'accroissement de la base monétaire. En 1969, tout à fait à l'inverse des tendances observées les années précédentes, la balance des paiements, dont le compte des opérations non-monétaires s'est soldé par un large déficit, a servi à éponger les liquidités intérieures. Le volume des liquidités créées par le Trésor et la Banque centrale, en revanche, a été beaucoup plus élevé que précédemment. D'après des estimations préliminaires, la base moné-

taire s'était accrue au mois de mai de plus de 1 700 milliards de liras en l'espace d'un an (contre 1 020 milliards durant les douze mois précédents), les opérations du Trésor étant, comme on l'a déjà noté, à peu près le seul facteur de création de liquidités.

C'est le secteur non bancaire qui a absorbé la majeure partie de la base monétaire créée en 1969 (soit 90 % au lieu de 45 % en 1968), par suite notamment de la poussée des revenus des travailleurs. Comme d'autre part l'augmentation des dépôts dans les banques s'est ralentie, celles-ci ont fortement ressenti les effets du resserrement de la politique monétaire. Les banques commerciales ont néanmoins réussi à accroître le volume de leurs prêts de 15 % (contre près de 11 % en 1968¹), en achetant moins de valeurs mobilières, en rapatriant leurs avoirs nets à l'étranger, en réduisant le montant de leurs avoirs liquides et en contractant des emprunts substantiels auprès de la Banque centrale. Au cours des quatre premiers mois de 1970, les dépôts ont eu tendance à s'accroître un peu plus rapidement car la forte augmentation des dépôts à vue a plus que compensé le fléchissement absolu des dépôts à terme. La progression de l'encours des crédits bancaires a cependant été plus faible qu'au cours de la période correspondante de 1969 ; après correction des variations saisonnières, ceux-ci ne se sont accrûs qu'à un rythme annuel légèrement inférieur à 13 % et la baisse saisonnière du recours des banques à la Banque d'Italie a été beaucoup plus marquée qu'un an auparavant. La liquidité des banques a donc subi une nouvelle contraction. En avril, le rapport des avoirs liquides² aux dépôts était tombé au niveau le plus bas qu'il ait atteint depuis dix ans.

Les établissements de crédit spécialisés³ dont les activités de prêts représentent approximativement la moitié de l'encours total des crédits des banques commerciales à l'économie ont accru le montant de leurs prêts moins rapidement qu'en 1968 (13,5 % au lieu de 17,2 %). Ce ralentissement a été encore plus accusé au second semestre, en particulier dans le cas des crédits pour la construction de logements. Il reflète surtout les difficultés rencontrées par ces établissements pour placer leurs émissions d'obligations et pour attirer des dépôts ; en effet, les taux d'intérêt applicables pour ces derniers, étaient fixés de façon rigide alors que les autres taux d'intérêt étaient en hausse. La situation s'est quelque peu améliorée

1 Le pourcentage pour 1968 serait un peu plus fort si l'on tenait compte de la concentration des opérations qui s'est produite à la fin de 1967 par suite des grèves des banques.

2 Encaisse, dépôts libres auprès de la Banque d'Italie et du Trésor, fraction non utilisée des lignes de crédit approuvées à la Banque d'Italie, et soldes en devises librement convertibles en liras, aux termes des instructions en vigueur de la Banque d'Italie concernant la position extérieure nette des banques.

3 Ces établissements qui accordent le plus souvent des prêts à moyen et à long terme réunissent l'essentiel des fonds dont ils disposent en émettant des obligations à long terme et aussi, mais dans une moindre mesure, en recevant des dépôts à terme et en plaçant des titres à intérêt fixe dont l'échéance est comprise entre 18 mois et 5 ans.

en janvier dernier, le gouvernement ayant adopté des mesures en vue d'encourager les placements en obligations hypothécaires et d'accroître le volume des crédits privilégiés¹. En fait, au cours des quatre premiers mois de 1970, ces institutions ont accru leurs crédits à un rythme plus rapide qu'au cours de la période correspondante de 1969.

En 1969, l'évolution du marché des capitaux s'est caractérisée par le maintien d'importantes émissions de valeurs à revenu fixe (bien que les émissions nettes aient augmenté moins rapidement qu'en 1968) et par une augmentation sensible du volume des émissions d'actions, en même temps que par une hausse des taux d'intérêt à partir du milieu de l'année. C'est au Trésor et, dans une moindre mesure, aux établissements de crédits spécialisés qu'il faut attribuer presque en totalité l'accroissement des émissions d'obligations. Le volume des fonds recueillis sur le marché par l'Office National de l'Electricité (ENEL) et les holdings publics ENI et IRI n'a pas varié, mais ces sociétés ont continué, comme par le passé, à recevoir des transferts en capital de l'État et à placer une partie de leurs émissions sur les marchés internationaux². Dans les premiers mois de 1970, les émissions nouvelles d'obligations ont revêtu une certaine ampleur et, du fait des conditions très avantageuses dont celles-ci étaient assorties, les souscriptions ont en général dépassé le montant des titres offerts. En mars et avril, d'autre part, l'IMI (établissement de crédit spécialisé) et l'ENEL ont placé auprès de consortiums bancaires étrangers deux emprunts importants s'élevant respectivement à 200 et 300 millions de dollars, dont le taux d'intérêt, fixé à partir du taux courant de l'Euro-dollar devait être révisé tous les six mois. En outre, l'Office National de l'Electricité a offert sur le marché un autre contingent de 125 millions de dollars d'obligations assorties elles aussi d'un taux d'intérêt variable. Pour prévenir l'incidence expansionniste de ces prêts sur la liquidité intérieure, les établissements en question ont été invités à en déposer temporairement la contre-valeur en dollars auprès de la Banque d'Italie.

En 1969, on a constaté une forte dégradation de la propension de l'épargne privée à s'investir en valeurs à revenu fixe, surtout au dernier trimestre où les ventes l'ont en fait un peu emporté sur les achats. Ainsi, les épargnants ont acheté moins d'obligations qu'en 1968 (leur part étant

1 L'intérêt versé sur les obligations hypothécaires (principale source de financement des établissements qui fournissent des crédits à des conditions avantageuses pour la construction résidentielle) a été porté de 5 à 6 % et le rendement effectif atteint ainsi 7 %. Les banques commerciales et les caisses d'épargne ont, d'autre part, été autorisées à faire entrer des obligations de ce type dans les réserves obligatoires qu'elles doivent constituer au titre de l'accroissement des dépôts d'épargne. Le taux d'intérêt des crédits privilégiés a été relevé d'un point, mais c'est le Trésor et non l'emprunteur qui doit supporter cette augmentation.

2 Les emprunts contractés à l'étranger par le secteur public, y compris les entreprises d'État, se sont montés à 207 millions de dollars, contre 75 millions en 1968.

Italie

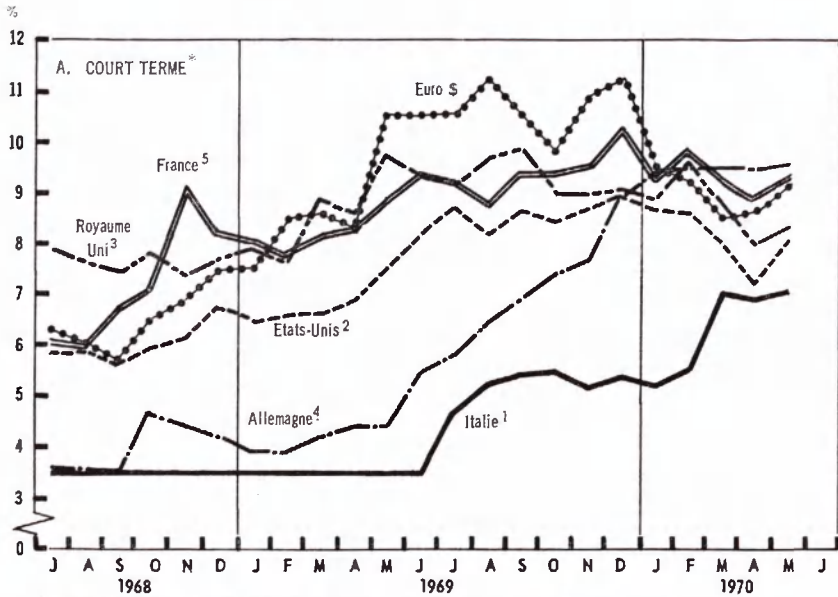
ramenée de 44 % du total à 31 % environ), mais une quantité sensiblement plus élevée d'actions. Comme les banques ont elles aussi absorbé une plus faible partie des obligations émises (34 % contre 50 % en 1968), la Banque d'Italie a dû, pour empêcher une hausse excessive des taux d'intérêt, intervenir sur le marché : ses achats ont atteint 1 212 milliards de lires, soit 36 % du total au lieu de 7 % en 1968. Il faut sans doute voir dans cette faiblesse du marché des obligations le reflet de la montée des prix, des tendances inflationnistes et du resserrement des conditions monétaires inspiré notamment par le souci d'enrayer les sorties massives de capitaux.

Devant la persistance de cette fuite de capitaux, les autorités ont pris de nouvelles mesures dans les premiers mois de 1970. Le 14 février, la Banque d'Italie a retiré aux banques l'autorisation d'accepter des billets de banque italiens renvoyés en Italie par la voie postale par des établissements bancaires étrangers, ces opérations de rachat devant désormais s'effectuer directement à la Banque d'Italie. Comme on l'a déjà noté, cette mesure paraît avoir sensiblement freiné les rentrées de billets de banque aux mois de mars, avril et mai¹. En même temps, le délai maximal entre le paiement anticipé de produits étrangers et leur livraison a été ramené de 360 à 30 jours et le délai de rapatriement des recettes d'exportation, de 360 à 120 jours. Le 6 mars, suivant l'exemple de la Bundesbank, la Banque d'Italie a relevé d'un point et demi le taux d'escompte de base, qui s'est ainsi trouvé porté à 5½ %. Les taux de pénalisation, correspondant à des majorations du taux de base allant jusqu'à 1 point et demi, appliqués en 1969 aux banques commerciales ayant recours à la Banque centrale, n'ont pas été modifiés.

En l'espace d'un an, sous l'action conjuguée des forces s'exerçant sur le marché et des mesures prises dans le domaine monétaire, les taux d'intérêt à court terme avaient progressé en mai de quelque 2 à 3 points et demi (tableau 7 (d)). Comme au cours des premiers mois de l'année, les taux d'intérêt se sont généralement inscrits en baisse dans les autres pays, l'écart entre les taux pratiqués en Italie et les taux étrangers plus élevés, s'est donc restreint. Les taux à long terme ont aussi augmenté fortement, suivant en cela, avec un décalage, l'évolution des taux à court terme. Au début, la hausse a surtout été marquée pour les rendements des valeurs mobilières autres que les fonds d'État dont la Banque d'Italie soutenait les cours en intervenant activement sur le marché. Lorsqu'elle a cessé de le faire, dans les premiers mois de 1970, les rendements des fonds d'État ont accusé une forte hausse, et l'écart entre les autres rendements s'est amenuisé. En mai, les taux d'intérêt à long terme avaient atteint un niveau sans précédent, s'échelonnant de 9,4 et 9,1 % dans le cas des obligations

1 Au cours des trois mois considérés, le montant des rachats de billets a représenté 240 millions de dollars contre 537 millions pendant la période correspondante de 1969.

Graphique 7 Évolution de certains taux d'intérêt à court et long terme



* Taux à trois mois à l'exception de la France et de l'Italie

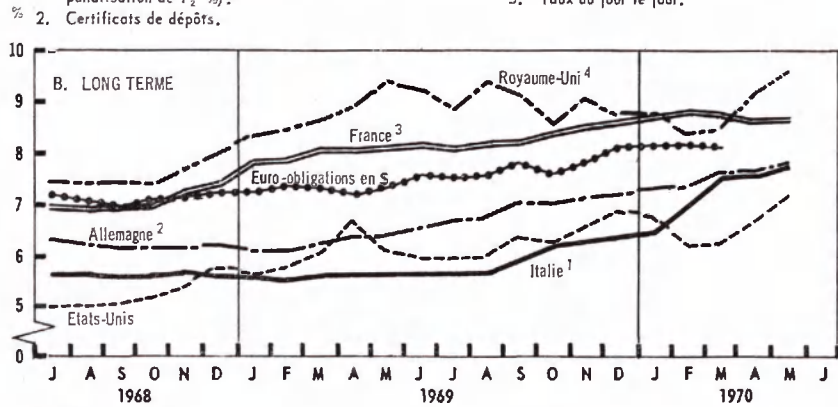
1. Réescompte par la Banque d'Italie (y compris un taux de pénalisation de 1½ %).

2. Certificats de dépôts.

3. Emprunts des collectivités locales.

4. Taux interbancaire.

5. Taux au jour le jour.



1. Obligations publiques.

2. Emprunts d'Etat 6%.

3. Obligations des entreprises publiques.

4. 2½ % consols.

Sources : Banque d'Italie et diverses sources nationales.

émises respectivement par les sociétés privées et par l'IMI, à 7,8 % pour les fonds d'Etat, ce qui impliquait une hausse prononcée par rapport aux taux généralement pratiqués à l'étranger.

III PERSPECTIVES A COURT TERME

Actuellement les perspectives sont plus incertaines qu'à l'ordinaire. Les grèves et le redressement qui les a suivies ont profondément perturbé l'évolution de la production et de la demande. L'agitation sociale et les perturbations de la production ont continué au premier semestre, ce qui a empêché le retour à des conditions normales de l'offre et probablement a affecté la confiance des consommateurs aussi bien que des investisseurs. Un déficit important est apparu dans le budget, mais de ce côté les perspectives ne sont pas nettes. Compte tenu des circonstances actuelles, toute prévision de l'évolution économique à court terme apparaît donc extrêmement difficile. De toute façon en admettant même qu'il soit possible de prévoir avec suffisamment de précision l'évolution des principales variables économiques, leur interprétation n'en resterait pas moins délicate par suite du jeu de nombreux facteurs spéciaux revêtant un caractère temporaire.

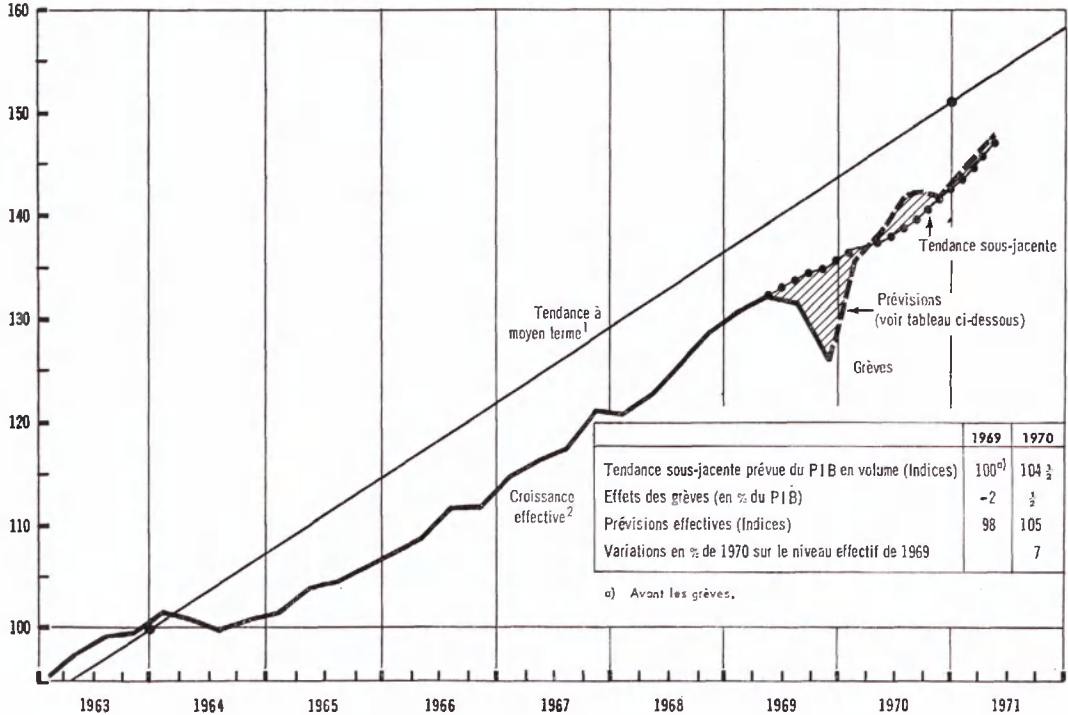
Les estimations avancées dans les paragraphes suivants pour l'année 1970, de même que les tableaux, n'ont donc pour but que de donner une idée générale de l'évolution possible. Les hypothèses retenues sont les suivantes :

- (a) En 1970, le rattrapage des pertes de production de l'an dernier ne s'élèvera qu'à $\frac{1}{2}$ % du PNB, du fait que certaines pertes ont un caractère définitif et aussi parce que l'offre ne sera peut-être pas très élastique à court terme.
- (b) On suppose un retour à des conditions normales au deuxième semestre de l'année.
- (c) Faute d'indications précises concernant les objectifs assignés en 1970 à la régulation de la demande, on a supposé qu'à cet égard la politique resterait orientée dans un sens relativement restrictif. Les finances publiques exerceront peut-être un effet expansionniste sur la demande, surtout à cause de l'augmentation des traitements dans la fonction publique ; d'après certaines estimations officielles, les besoins financiers du secteur public pourraient augmenter de 1 000 milliards de lire (2 % du PIB) en 1970. Toutefois, on prévoit que la politique monétaire restera restrictive. Bien que l'évolution de la situation monétaire doive

être influencée par le déficit du secteur public et par son mode de financement, on suppose que la « base monétaire » augmentera de 1 700 milliards de liras, c'est-à-dire plus qu'en 1969 (1 200 milliards de liras). Néanmoins, les conditions monétaires devraient se durcir car, en raison de l'accélération de la croissance prévue pour le PNB évalué aux prix courants (14 % au lieu de 9 %), la part de la base monétaire qu'absorbera le secteur non bancaire sera probablement plus forte qu'en 1969. Les banques ont commencé l'année avec des réserves beaucoup plus faibles que précédemment ; les pressions s'exerçant sur leurs réserves pourraient s'accroître au cours de l'année et il est peu probable que les taux d'intérêt manifestent une tendance à la baisse.

Graphique 8 Effets des grèves sur l'activité économique en 1969 et 1970
PIB en volume. Indices (moyenne de 1963 II/1964 I = 100)

Echelle semi-logarithmique



1 6% annuel.

2 Données trimestrielles, corrigées des variations saisonnières.

Source : Comptes Nationaux Italiens et estimations du Secrétariat.

Sur la base de ces hypothèses, le PIB pourrait s'accroître de 7 % en volume entre 1969 et 1970. Compte tenu des pertes de production de l'an dernier, et du rattrapage présumé de cette année, celui-ci correspond à un taux de croissance tendanciel de 4½ % seulement, plus faible donc que le taux d'accroissement de la capacité¹. En raison des effets de rattrapage, le rythme de cette augmentation devrait rester très rapide pendant une bonne partie du deuxième semestre. A la fin de l'année, la production devrait retrouver son rythme de croissance tendanciel.

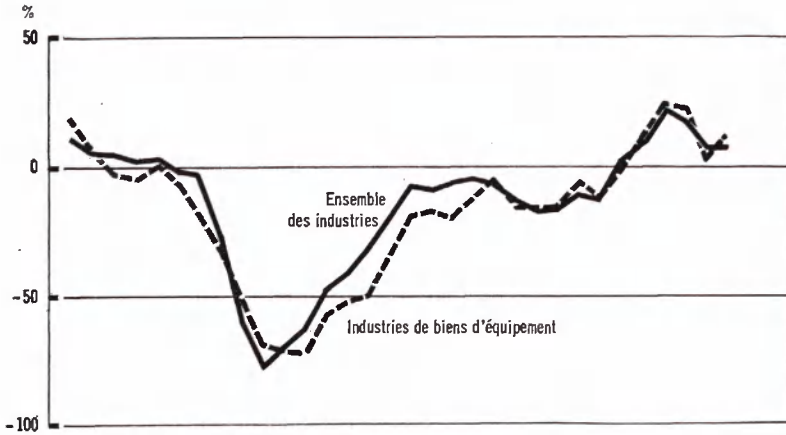
Il est probable que les dépenses de consommation progresseront très fortement cette année. Les revenus salariaux seront gonflés par un certain nombre de facteurs : augmentation probable de l'emploi dans l'industrie et allongement de la durée moyenne du travail², relèvement sensible des taux minimums prévus par les nouveaux contrats de travail, ajustements en fonction de l'évolution du coût de la vie et nouvelle réduction en octobre des abattements de zone applicables aux salaires de base dans les différentes régions du pays. Il n'est pas encore possible de faire des estimations précises au stade actuel, mais même si l'effet du glissement des salaires sur les gains réels était plus faible qu'en 1969, un relèvement de l'ordre de 18 à 20 % de la masse salariale ne serait pas invraisemblable cette année. Le revenu disponible des particuliers pourrait s'accroître un peu moins à cause de la progression plus lente d'autres composantes du revenu, en particulier des transferts, et aussi en raison de l'augmentation rapide des impôts directs, et plus spécialement des cotisations de Sécurité Sociale. La propension moyenne à épargner des particuliers s'est régulièrement élevé au cours des deux dernières années ; malgré un fléchissement passager dû aux grèves, le taux d'épargne a atteint un niveau presque sans précédent en 1969, bien que les prix aient eu tendance à monter. Même si l'on suppose que le taux de l'épargne sera légèrement plus fort cette année (ce qui apparaît incertain par suite d'une augmentation probable de la part relative des revenus du travail), la consommation privée pourrait s'accroître d'au moins 8 % en volume en dépit de la hausse sensible des prix à laquelle on s'attend.

1	1969	1970
Évolution tendancielle attendue pour le volume du PIB (indices)	100 ¹	104½
Effet des grèves (en %)	-2	½
Prévisions relatives à l'évolution effective du PIB	98	105
Variation en 1970 par rapport au niveau effectif de 1969 (en %)		7
(¹) Avant les grèves.		

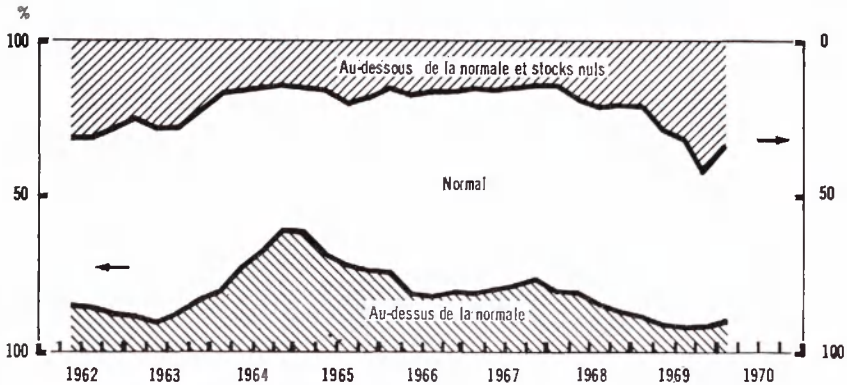
2 Malgré la réduction des horaires de travail stipulée dans les nouveaux contrats, le nombre moyen d'heures de travail en 1970 sera vraisemblablement supérieur à celui de 1969 qui avait été affecté par les grèves.

Graphique 9 Enquêtes auprès des entreprises

A Solde des réponses positives et négatives en pourcentage du nombre d'opinions sur le niveau des carnets de commandes intérieures



B Opinions à l'égard du niveau des stocks (% des entreprises)

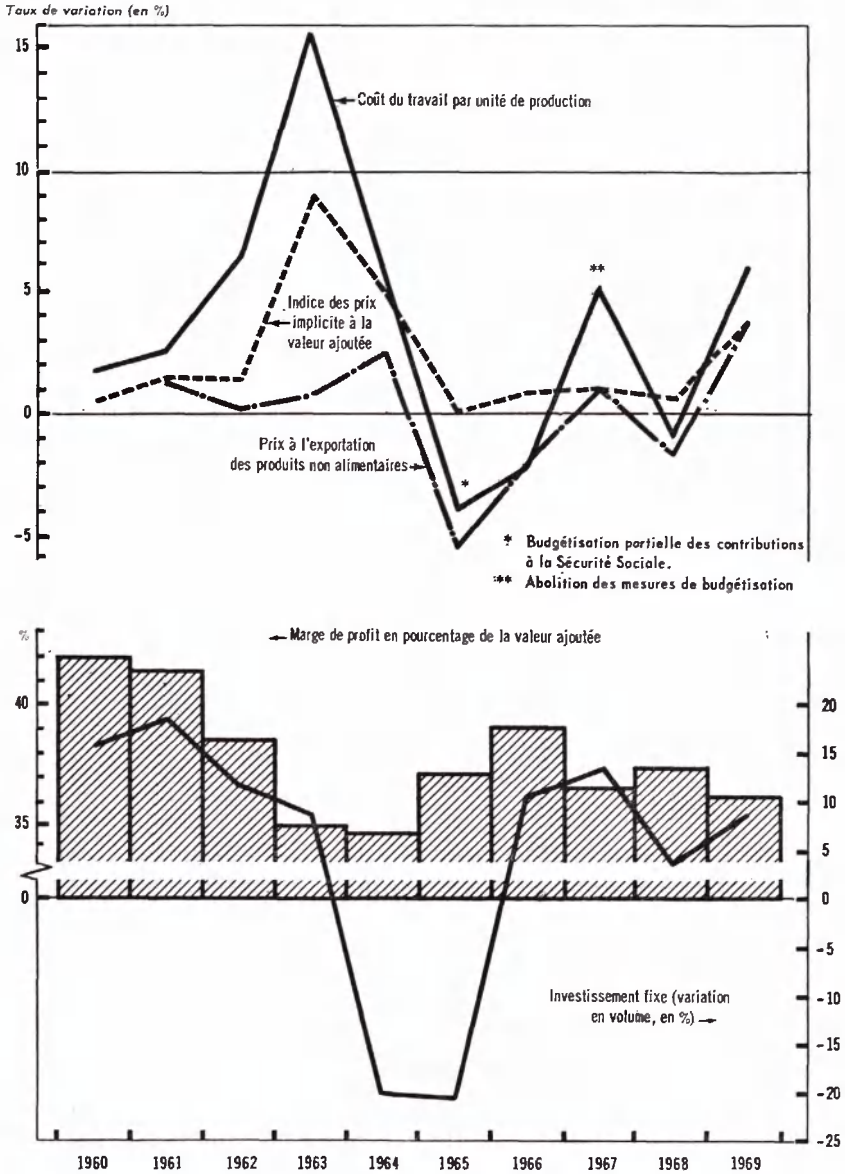


Sources : ISCO et Mondo Economico.

Les prévisions concernant les investissements productifs du secteur privé sont plus incertaines. D'après les enquêtes menées auprès des entreprises de janvier à avril, on s'attendait à un essor de l'investissement résultant sans doute pour une part des retards considérables subis par les livraisons à la suite des perturbations de l'an dernier ; comme on l'a déjà vu, l'investissement fixe des entreprises a dû s'établir à 5 % au-dessous de sa tendance foncière en 1969. Toutefois, le renforcement de la demande d'in-

Italie

Graphique 10 L'incidence du coût du travail sur l'investissement et le financement dans les industries manufacturières



Sources : ISTAT (Comptes Nationaux), Relazione Generale 1969 et ISCO.

investissement ne sera probablement pas seulement momentané pour les raisons suivantes : attente d'une progression rapide des ventes, désir probable des entreprises de se doter d'équipements leur permettant de réduire les effectifs de main-d'œuvre et relèvement du taux d'utilisation des capacités. La réelle vigueur de la demande d'investissement est confirmée à la fois par le fait que le rythme actuel de l'investissement industriel est faible par rapport à sa tendance à long terme, et par le niveau élevé des commandes annoncées par les industriels de biens d'équipement avant les grèves. Cependant, l'investissement pourrait avoir à souffrir de la hausse des taux d'intérêt et de l'application de conditions de crédit plus rigoureuses. De plus, les coûts salariaux progressant rapidement, les marges bénéficiaires pourraient s'amenuiser, entraînant ainsi une réduction des résultats disponibles des entreprises. D'après une enquête¹ menée par la Banque d'Italie auprès des principales sociétés de l'industrie manufacturière, l'autofinancement a été à l'origine d'environ 75 % de la formation brute de capital fixe au cours de la période 1963-1968, la proportion passant de 45 % environ en début de période à 90 % en 1968. Il n'est donc pas surprenant que, comme le montre le graphique 10, les investissements fixes de l'industrie aient dans le passé eu tendance à refléter, avec un certain décalage, l'incidence des changements de coût unitaire de main-d'œuvre sur la situation financière des entreprises. Néanmoins, l'accroissement de l'investissement fixe en machines et en matériels pourrait être substantiel cette année et même dépasser 15 % en volume. Toutefois, l'investissement productif ne se situerait ainsi qu'à 7 % au-dessus du niveau qu'il aurait, selon toute probabilité, atteint en 1969 si les conditions avaient été normales.

Récemment le niveau de la construction résidentielle était encore élevé, mais il pourrait plafonner, voire même fléchir, au cours de l'été de 1970, du fait de la disparition des facteurs exceptionnels qui l'ont stimulé ces deux dernières années et à cause de la forte hausse des coûts de la construction et notamment du coût du crédit. De fait, si la diminution brutale des mises en chantier et des projets qui s'est amorcée au début de 1969 devait se poursuivre, l'activité de la construction de logements pourrait diminuer fortement en 1971. On prévoit que la cadence de formation de stocks s'accroîtra tout au long de l'année à venir, car il faudra sans doute un certain temps pour reconstituer les stocks de produits finis qui ont été entamés dans les derniers mois de 1969.

On pense que la consommation publique augmentera sensiblement plus vite en termes réels et que sa progression nominale sera substantielle

¹ Les entreprises visées dans l'échantillon ont effectué environ un quart des investissements fixes bruts de l'industrie en 1968.

à la suite du relèvement des traitements des fonctionnaires. L'investissement du secteur public (y compris l'investissement des entreprises appartenant à l'État) pourrait s'accroître de 7 à 8 % en volume cette année contre 4 % en 1969 surtout en raison de la reprise des investissements de l'État, notamment dans les travaux publics, qui pourrait intervenir après le fléchissement de l'an dernier.

Ainsi que précédemment mentionné, les estimations de la production et de la demande avancées ci-dessus reposent sur l'hypothèse que des conditions normales de production prévaudront durant le deuxième semestre de l'année. Cependant, même en l'absence de nouvelles perturbations, les effets des précédents arrêts de travail pourraient encore se faire sentir pendant un certain temps. La croissance de la production et des revenus ne manquerait alors pas d'être affectée cette année, et la balance des paiements pourrait s'en ressentir encore plus.

L'expansion des échanges mondiaux qui avait atteint des cadences élevées l'an dernier se ralentira sans doute notablement, mais elle pourrait se poursuivre à un rythme relativement satisfaisant. Toutefois, l'évolution des exportations italiennes, cette année, sera probablement déterminée autant par les possibilités de l'offre que par la croissance des marchés italiens. La faiblesse des stocks de produits finis, la forte augmentation prévue de la demande intérieure et la persistance des arrêts de travail devraient exercer des effets défavorables sur les résultats à l'exportation. C'est peut-être ce qu'indiquent les résultats du premier semestre de l'année au cours duquel les exportations (corrigées des variations saisonnières) se sont très nettement redressées, mais elles étaient encore à un niveau bien inférieur à celui auquel on pouvait s'attendre en considérant l'expansion des marchés italiens. Il paraît raisonnable de supposer qu'en gros les exportations de marchandises progresseront en volume parallèlement à la production industrielle. La hausse des prix à l'exportation, déjà sensible depuis le début de l'an dernier environ, pourrait s'accélérer sous l'effet de l'augmentation des coûts de main-d'œuvre. Toutefois, étant donné la forte position concurrentielle de l'Italie avant la série d'augmentations de salaires en cours, et compte tenu des hausses des coûts de main-d'œuvre dans les autres pays, les résultats à l'exportation ne seront peut-être pas très affectés, au moins à court terme.

Les importations devraient s'accroître assez fortement compte tenu de l'expansion considérable de la demande globale et du retour, plus tardif que prévu, à des cadences de production normales. Le rythme de croissance des importations s'est accéléré au cours du premier semestre de 1970 et il est probable qu'il demeurera très élevé au cours du second semestre. Il pourrait se poursuivre à un rythme nettement plus lent à partir de la fin de 1970. Toutefois, ce rythme dépendra de la vigueur de la

demande, en particulier de la demande d'investissement des entreprises qui fait largement appel aux importations, et des tendances relatives des prix à l'importation et des prix intérieurs. D'après des calculs particulièrement estimatifs du Secrétariat, l'élasticité des importations, par rapport à la demande totale (évaluation en volume dans les deux cas) pourrait être d'environ 2,4 au cours de la période premier semestre de 1969 - premier semestre de 1971, contre une élasticité de 2,8 observée en moyenne pendant la précédente période de forte expansion de 1961-1963. L'adoption d'un taux plus faible tient compte pour une part du fait que l'accroissement de la demande intérieure devrait être inférieur à celui du précédent maximum (1963) mais aussi de ce que le coefficient d'utilisation des ressources n'est pas aussi élevé que pendant la période précédente.

Après s'être assez fortement accrues en 1969, les recettes invisibles nettes fléchiront probablement cette année, en partie à cause de paiements au titre des transferts publics d'un montant appréciable, notamment au Fonds agricole de la CEE¹, qui compenseront et au-delà l'accroissement persistant des recettes de ce même poste. On prévoit que les recettes brutes de tourisme augmenteront à peu près à la même cadence que l'an dernier à cause de la progression probable des revenus des particuliers dans les autres pays, de l'assouplissement des restrictions de change en France et au Royaume-Uni et de l'effet net au total plutôt favorable des changements de parité du franc français et du D-mark. Toutefois, comme les paiements au titre du tourisme s'accéléreront sans doute en même temps que le revenu des particuliers, les recettes nettes ne varieront peut-être pas beaucoup. Les recettes brutes au titre des autres services devraient continuer d'augmenter, en particulier le revenu des investissements et les recettes de transports, et il en sera probablement de même pour les gains des travailleurs, mais cette progression pourrait être plus que compensée par l'accroissement d'autres paiements invisibles. Ainsi, l'excédent des transactions invisibles qui s'était élevé à 1,8 milliard de dollars en 1969 pourrait peut-être diminuer sensiblement. Mais l'ampleur de la détérioration probable de la balance des opérations courantes en 1970 dépendra essentiellement des résultats du commerce extérieur, qui seront eux-mêmes fonction de la rapidité avec laquelle s'effectuera le retour à des conditions de production normales. Selon des estimations officielles remontant au printemps dernier (estimations cohérentes avec l'hypothèse avancée ci-dessus d'une croissance de 7 % en volume du PNB), l'excédent de la balance des opérations courantes pourrait s'élever à près de 1,2 - 1,3 milliard de dollars en 1970, par rapport à un excédent de 2,4 milliards de

1 Cette évolution reflète peut-être un décalage des paiements de 1969 (année où l'on a enregistré une diminution) sur 1970.

Tableau 8 Incidence de la demande totale sur le volume de la production, les importations et les prix de 1962 à 1969
et prévisions pour 1970

	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970	Moyenne 1969/70
POURCENTAGE DE VARIATION DE LA DEMANDE (en valeur)										
Consommation totale	13.2	17.6	9.0	7.9	9.3	9.6	6.7	8.7	14	11.5
Investissements bruts	12.8	14.1	-1.8	-5.5	6.3	16.8	4.4	14.7	23	19
Demande intérieure	13.1	16.7	6.3	4.9	8.7	11.0	6.2	9.9	15½	12½
Exportations ¹	11.3	9.9	15.7	19.8	11.5	8.2	14.3	14.5	11½	13
Demande totale	12.8	15.8	7.5	6.9	9.1	10.6	7.4	10.6	15	12½
OFFRE										
<i>en % par rapport à l'année précédente</i>										
Variation du volume du PIB	6.3	5.4	2.9	3.6	5.9	6.9	5.9	4.8	7	5.9
Variation des importations ¹ (en valeur)	15.8	24.6	-3.0	2.1	16.5	13.9	6.8	20.7	21	20.8
Hausse des prix implicites au PIB	6.1	8.7	6.6	4.0	2.1	3.0	1.5	4.0	6½	5.3
<i>en % de la variation de la demande totale</i>										
Variation du volume du PIB	48.5	32.0	32.5	42.0	50.5	50.0	59.5	33.0	38.0	35.5
Variation des importations ¹ (en valeur)	16.0	21.0	-5.5	4.0	22.5	17.5	12.5	26.5	21.0	23.5
Hausse des prix implicites au PIB	35.5	47.0	73.0	54.0	27.0	32.5	28.0	40.5	41.0	41.0

1 Biens et services non facteurs de production.

Sources : ISTAT (Comptes Nationaux), Relazione Generale 1969 et Estimations du Secrétariat.

dollars enregistré l'année dernière. Des indicateurs économiques plus récents suggèrent que ces estimations devront être considérablement révisées en baisse et qu'elles seront réduites environ de moitié par rapport aux chiffres antérieurs.

L'excédent de la balance des opérations courantes pourrait fort bien tomber, cette année, assez sensiblement en-dessous du chiffre de 1 milliard de dollars. Un tel résultat serait en partie la conséquence de facteurs temporaires, dont la disparition entraînerait automatiquement une amélioration de la balance des opérations courantes. Des prévisions du Secrétariat particulièrement estimatives, et n'ayant pour but que de faire apparaître les tendances sous-jacentes probables, permettent de penser qu'au cours du premier semestre 1971 la balance des opérations courantes pourrait enregistrer un excédent probablement supérieur à 1 milliard de dollars (rythme annuel, corrigé des variations saisonnières), ce qui correspondrait approximativement à plus de 1 % du PNB. Il est probable que cette situation s'accompagnera de la persistance d'une certaine marge de ressources inutilisées, en particulier de travail. Ces calculs impliquent qu'au cours de la période de deux ans se terminant au premier semestre de 1971 l'excédent de la balance des opérations courantes diminuerait de près de 2 milliards de dollars, soit environ de 2½ % du PNB, ce qui ne s'accompagnerait que d'une réduction assez faible de la marge de ressources inemployées qui existait au début de la période¹.

Les estimations concernant la production et les salaires indiquent que les coûts unitaires de main-d'œuvre dans l'industrie (sur la base de la tendance foncière de la production) augmenteraient d'environ 13 % entre 1969 et 1970, taux d'augmentation qui n'a été dépassé qu'une seule fois depuis vingt ans. En 1963, les coûts unitaires de main-d'œuvre dans l'industrie avaient, en effet, monté de 16½ % entraînant une hausse de l'indice implicite des prix dérivé du PIB de 8½ % pour l'année considérée (et de près de 7 % l'année suivante, encore que la progression des coûts unitaires de main-d'œuvre se soit ralentie et n'ait été que de 5½ %). Les prévisions actuelles sont fondées sur une hausse de plus de 6 % de l'indice implicite des prix dérivé du PIB en 1970 et sur la persistance d'une tendance analogue au premier semestre de 1971.

Il convient de souligner le caractère éminemment conjectural des prévisions que l'on vient d'exposer. Même si les hypothèses retenues sont

1 Lors de la forte poussée des salaires de 1962-1963, l'ajustement au nouveau niveau de la demande avait entraîné une dégradation plus faible de la balance courante (1,2 milliard de dollars), mais une plus forte absorption de ressources extérieures (3 % du PNB) pour une période qui était aussi de deux ans. Le degré d'utilisation des ressources est probablement beaucoup moins élevé maintenant, mais les séquelles des grèves et la persistance d'une certaine agitation sociale pourraient empêcher qu'il soit pleinement tiré parti à court terme des possibilités plus favorables qui se présentent du côté de l'offre.

Italie

Tableau 9 Incidence des accords de salaires
sur le coût du travail dans l'industrie¹
Pourcentage de variation annuelle

	1968 1967	Tendance sous-jacente		Résultats effectifs	
		1969 1968	1970 1969	1969 1968	1970 1969
		Production en volume (valeur ajoutée)	8.9	8.0	6.5	4.3	11.0
Emploi	1.2	3.4	1.5	3.4	1.5
Moyenne des heures travaillées	—	-0.5	-0.5	-2.8	2.5
Production par heure	7.6	5.0	5.5	3.6	6.7
Gains horaires	6.6	9.6	19.0	9.6	19.0
Coût du travail par unité de production	-1.0	4.4	13.0	5.8	11.5
Indice des prix implicite à la production	0.4	3.5	6.5	3.5	6.5
Marge de profit par rapport à la valeur ajoutée	38.4	(38.0)	(34.0)	(37.0)	(34.0)

1 A l'exclusion de la construction.

Sources : Relazione Generale 1969, ISTAT, Ministère du Travail et estimations du Secrétariat.

confirmées par les faits, ces estimations sont très incertaines et, dans le cas où elles ne se vérifieraient pas, les résultats pourraient finalement s'écarter beaucoup des prévisions.

IV PROBLÈMES DE POLITIQUE ÉCONOMIQUE ET CONCLUSIONS

Il y a un an, les observateurs se demandaient si le rythme de l'expansion économique, bien que relativement rapide, permettrait à l'Italie de réduire fortement et dans un délai raisonnablement court la marge des ressources qui demeuraient inemployées et l'important excédent de la balance courante. A présent, ce sont les conséquences d'une brusque et forte poussée de la demande et la menace de hausses de prix par trop rapides qui constituent le principal sujet de préoccupation. Ce changement de climat tient, bien entendu, aux pertes de production que les grèves ont entraînées et à des relèvements de salaires d'une ampleur exceptionnelle. Les questions soulevées l'an passé n'ont cependant rien perdu de leur intérêt si l'on veut apprécier à leur juste valeur les problèmes économiques qui se posent aujourd'hui.

Un fait paraît hors de doute : « l'explosion des salaires » n'est pas la conséquence d'une politique de régulation de la demande trop orientée

dans le sens de l'expansion. Le mouvement de reprise qui avait succédé à la récession observée entre la fin de 1963 et le début de 1965, a perdu de sa vigueur vers l'été de 1967 et le tassement de la production et de l'emploi a incité le gouvernement à prendre au second semestre de 1968 des mesures de relance qui visaient tout particulièrement à encourager les investissements. Ces dispositions ont contribué à l'accélération de l'expansion qui a suivi, mais avant que n'éclatent les grèves de l'an dernier, aucun symptôme ne dénotait vraiment l'existence d'une pression de la demande intérieure. L'excédent de la balance des opérations courantes représentait plus de 3 % du PNB ; le chômage, s'il était en baisse, demeurait important et les hausses de prix étaient dans l'ensemble assez modérées. Etant donné, en outre, le net redressement des investissements des entreprises, on pouvait espérer que la capacité de production des installations existantes allait s'accroître assez rapidement. L'Italie n'est pas le seul pays à avoir connu des perturbations sociales et une explosion des salaires au moment précis où, après une période de relatif marasme, la production, l'emploi et les revenus commençaient à progresser de façon appréciable.

Les problèmes économiques et sociaux de ces dernières années étaient liés non seulement au taux de croissance de l'économie mais encore à un type de développement économique qui, à certains égards, ne saurait se prolonger de façon durable. Comme l'expose succinctement un document officiel italien¹, la production nationale a, en effet, été inférieure à ce qu'elle aurait pu être si les ressources avaient été à peu près pleinement utilisées, et les besoins intérieurs n'ont finalement pas absorbé l'intégralité de la production. En fait, le taux de croissance global de l'économie n'a pas été suffisant pour offrir des possibilités d'emploi au grand nombre de travailleurs qui quittaient la terre. De plus, l'expansion économique dépendait dans une large mesure d'un important excédent de la balance des opérations sur biens et services qui impliquait un transfert de ressources réelles à l'étranger, pour une bonne part vers des pays où les niveaux de revenus étaient plus élevés qu'en Italie. Au reste, cet excédent n'était pas sans rapport avec les grandes disparités régionales qui caractérisent le pays, le Nord industriel fournissant l'essentiel des exportations italiennes et la majeure partie de l'épargne nationale, alors que, dans le Midi, bien que le niveau de vie ait considérablement progressé, le processus d'industrialisation n'a pas encore acquis un dynamisme propre suffisant de sorte que les disparités de revenus demeurent à peu de chose près les mêmes. Cependant, l'excédent était lié aussi à des retards importants dont souffrait l'expansion nécessaire des services sociaux et la mise en place d'une infrastructure sociale, y compris la construction de logements écono-

1 « *Relazione previsionale e programmatica* », octobre 1968.

miques ; les projets ne manquaient pas, non plus que les fonds, mais il semble plutôt que l'appareil administratif n'était pas suffisamment en mesure de faire face à une industrialisation rapide dans des limites régionales étroites ainsi qu'aux problèmes connexes d'urbanisation. Autre trait particulier de son évolution économique, l'Italie a enregistré des sorties régulières et de plus en plus importantes de capitaux privés, alors que le rythme des investissements productifs du secteur privé est longtemps resté plutôt lent.

Ce bref rappel de certains aspects de l'évolution passée fera peut-être mieux ressortir que l'on ne saurait à l'heure actuelle élaborer une politique économique à court terme sans prendre en considération l'évolution à plus longue échéance. La remarque vaut davantage pour l'Italie, pays qui se trouve encore engagé dans un processus de transformation rapide et où les problèmes régionaux sont particulièrement aigus, que pour d'autres qui, du point de vue économique, ont atteint un stade plus avancé. Il ne fait pas de doute, néanmoins, que dans les circonstances actuelles un prompt retour à la stabilité financière devrait être un objectif hautement prioritaire. Si l'Italie ne réussissait pas à empêcher une érosion rapide de la valeur de sa monnaie et, bien entendu, à rétablir le fonctionnement normal de son appareil de production, les bases sur lesquelles elle doit se fonder pour résoudre efficacement les problèmes économiques sérieux qui se posent à moyen terme seraient ébranlées. C'est pourquoi la préoccupation majeure des pouvoirs publics doit nécessairement être, dans l'immédiat, de mieux contenir la hausse des coûts et des prix.

Les autorités italiennes espèrent limiter la hausse globale des prix aux alentours de 6 % (indice implicite dérivé du PNB) entre 1969 et 1970. Toutefois, étant donné la forte augmentation des coûts intérieurs, les prix risquent de toute évidence de monter plus rapidement. En outre, la tendance à la hausse que l'on a récemment observée sur les marchés mondiaux ne paraît pas s'être encore totalement répercutée sur le marché intérieur. Sur la base des prévisions analysées plus haut, les coûts continueront vraisemblablement pendant un certain temps à exercer une forte pression : les importants relèvements de salaires que prévoient les accords conclus récemment sont encore loin d'avoir fait pleinement sentir leurs effets sur les prix ; de nouveaux ajustements automatiques des salaires en fonction de l'élévation du coût de la vie sont probables ; et une nouvelle réduction des abattements de zone interviendra au mois d'octobre. Du côté de la demande, il y a de grandes chances pour que les dépenses de consommation augmentent fortement et il est pratiquement acquis que les dépenses courantes de l'État vont s'accroître sensiblement. Dans l'immédiat, la demande d'investissement devrait aussi être vigoureuse, ne serait-ce qu'en raison du rattrapage des retards dus aux arrêts de travail. A

ce qu'il semble, par conséquent, la pression de la demande devrait s'accroître pendant un certain temps, d'autant plus que la persistance d'un malaise social retarde le retour à des niveaux de production normaux. Sans doute la réduction probable du surplus extérieur en biens et services permettra-t-elle de limiter les effets de prix dus à une demande intérieure plus forte. En outre, si l'épargne des ménages devait poursuivre l'évolution ascendante enregistrée au cours des deux dernières années (telle qu'elle ressort des prévisions officielles disponibles) le degré de pression de la demande pourrait être réduit d'autant. Mais l'incertitude afférente aux prévisions des décisions de dépenses des ménages, toujours très importante, se trouve renforcée dans les circonstances actuelles.

Aussi, l'évolution de la demande au cours des mois à venir est-elle quelque peu incertaine et, de fait, dépendra, dans une certaine mesure, du degré de rapidité de la reprise de la production. Il paraît cependant capital que la politique économique vise à freiner l'expansion vigoureuse de la demande, car celle-ci pourrait provoquer l'apparition de goulets d'étranglement et aggraver sensiblement les pressions qui s'exercent déjà sur les prix. Toutefois, le choix des instruments requis à cet effet soulève des problèmes délicats. L'expérience montre qu'en Italie, les restrictions monétaires et les limitations du crédit peuvent exercer une action rapide et forte sur la demande. Ces restrictions présentent divers inconvénients : les conséquences en frappant sans doute surtout les investissements, on risque, en y recourant, d'aller au-delà de l'objectif visé et, quand on met fin aux mesures restrictives, l'effet de relance est parfois lent à se faire sentir. Quant à la politique budgétaire, elle a rarement été utilisée jusqu'ici pour régler la demande, notamment à cause d'importantes difficultés d'ordre institutionnel. Il reste que les problèmes d'aujourd'hui semblent devoir nécessiter l'emploi simultané des instruments monétaires et fiscaux, de préférence complétés par des mesures spéciales telles que les contrôles sélectifs de prix.

Une expansion considérable de la consommation aussi bien que des transferts courants du secteur public est très probable. Il conviendrait néanmoins de ne pas ménager les efforts pour la limiter dans toute la mesure possible. En matière de dépenses en capital, il est extrêmement difficile d'opérer des ajustements à court terme. Au cours de l'année à venir, les dépenses consacrées aux investissements publics correspondront pour une large part à des engagements remontant à une période bien antérieure¹. Cependant, même s'il était possible de faire varier rapidement

1 De fait, les procédures budgétaires en vigueur compliquent l'élaboration de la politique. On ne dispose pas, normalement, de prévisions concernant à proprement parler les dépenses budgétaires, notamment dans le cas des investissements. Les prévisions officielles portent sur les crédits votés, les dépenses effectives correspondantes intervenant avec un décalage de durée indéterminée.

le volume des investissements publics, il srait peu raisonnable de chercher à les réduire dans de très fortes proportions si l'on songe aux importants retards qui se sont accumulés. Aussi est-ce par le biais de mesures fiscales que la politique budgétaire devrait contribuer le plus à modérer la demande. Les augmentations des contributions indirectes ne doivent être envisagées qu'avec circonspection, étant donné leur incidence sur les coûts et les prix, même lorsque les biens et services visés ne sont pas pris en compte pour le calcul des indices de prix. Il serait peut-être indiqué, cependant, de majorer certains impôts indirects déterminés. Quant aux augmentations des cotisations de Sécurité Sociale, il faut sans doute les écarter, car elles tendent à alourdir les coûts des entreprises ; en fait, on pourrait aller jusqu'à envisager quelques réductions très sélectives suivant les principes appliqués actuellement dans les provinces méridionales. Le mieux aurait été d'accroître le produit des impôts directs. Mais, lors du récent relèvement des limites de l'exemption fiscale, des mesures ont également été prises pour compenser approximativement les pertes de ressources correspondantes — à savoir une surtaxe sur les revenus les plus élevés et le paiement anticipé de certaines sommes exigibles au titre de la fiscalité directe. Ainsi, la portée d'une action supplémentaire de ce genre peut-elle paraître limitée, mis à part les efforts en vue d'éliminer la fraude fiscale. Cependant, s'il s'avérait possible d'accélérer, sur une plus vaste échelle, le versement d'impôts directs, cela aurait le mérite, dans l'immédiat, d'exercer sur la demande une incidence de caractère non récurrent et, à plus longue échéance, de réduire le long délai qui s'écoule entre la création des revenus et le versement des impôts correspondants.

Si la politique budgétaire contribuait dans une certaine mesure à atténuer les pressions de la demande, la politique monétaire ne serait pas seule ou presque à supporter tout le poids des mesures d'ajustement et les investissements productifs n'en subiraient plus les fâcheuses répercussions. De fait, les investissements fixes des entreprises se situent à un niveau assez bas par rapport à leur tendance de longue période et une augmentation rapide des investissements visant une rationalisation de la production pourrait accélérer les progrès de la productivité et contribuer ainsi à contenir les augmentations des coûts. De plus, tout affaiblissement notable des investissements industriels ne manquerait pas, au bout d'un certain temps, d'avoir des effets néfastes sur le niveau de l'emploi. Dans les circonstances présentes, la politique monétaire a cependant un rôle capital à jouer. L'adoption au printemps de 1969 d'une politique d'argent plus cher avait pour cause initiale la nécessité de limiter les sorties de capitaux qui prenaient une ampleur excessive. Les considérations d'ordre extérieur requièrent encore une politique monétaire restrictive, mais des raisons d'ordre purement intérieur justifient aussi, au moins dans une certaine mesure, un resserrement des facilités de crédit, ainsi que des efforts en vue de con-

trôler le financement du déficit du secteur public. De plus, dans les conditions actuelles, il serait bon que les taux d'intérêt demeurent relativement élevés, ne serait-ce que pour limiter la part de spéculation qui peut entrer dans la demande des consommateurs aussi bien que des investisseurs.

S'il est vrai que les prévisions à court terme comportent nécessairement une grande part d'incertitude, il n'est pas exclu pour autant que les différents objectifs de la régulation de la demande deviennent incompatibles dans un avenir assez peu éloigné. Etant donné que la hausse des prix de même que les sorties de capitaux sont soumises aussi à l'influence de facteurs autres que la pression de la demande, il est parfaitement concevable que les résultats obtenus dans les deux domaines risquent de demeurer insuffisants, alors même que les mesures restrictives auraient commencé d'agir fortement et que l'accroissement de la demande accuserait un ralentissement trop prononcé pour que l'activité et l'emploi puissent se maintenir aux niveaux souhaitables ; une fois épuisés les effets de rattrapage des retards consécutifs aux grèves, il faudrait, semble-t-il, que pendant un certain temps le PNB progresse en volume à un rythme annuel d'environ 7 % — un peu plus vite, par conséquent, que les capacités de production — pour permettre une utilisation plus complète des ressources. Le risque d'incompatibilité entre les divers objectifs de la politique mise en œuvre se trouverait atténué si des mesures sélectives pouvaient être prises en vue d'agir sur les coûts et les prix, de manière à abrégier le délai durant lequel il faudra appliquer des mesures de régulation de la demande de caractère restrictif. A cet égard, on pourrait envisager, par exemple, de recourir à des contrôles de prix sélectifs, d'ajourner les majorations des prix fixés par l'État ou de renforcer la réglementation visant les monopoles. Des mesures spéciales visant à favoriser les importations — en ce qui concerne certains produits alimentaires par exemple — méritent également d'être considérées.

Les considérations de la balance courante des paiements ne gênent pas dans une trop large mesure l'élaboration de la politique économique ; seule la conjonction d'une baisse de l'excédent courant et de la prolongation des sorties de capitaux pourrait créer des tensions sur la balance des paiements. Sans parvenir jusqu'au niveau qu'il atteignait précédemment, l'excédent de la balance des paiements courants demeure cependant considérable. Au cours des prochains mois, son évolution sera fortement influencée par plusieurs facteurs de caractère temporaire, tels que la rapidité avec laquelle la production retrouvera un rythme normal, la reconstitution, par des importations, des stocks épuisés et, éventuellement, la récupération partielle des pertes enregistrées l'an dernier par les exportations. Si l'on considère le moment où ces facteurs auront cessé de faire sentir leurs effets, c'est-à-dire vers le début de 1971, il y a lieu de penser

que la position concurrentielle de l'Italie n'aura peut-être pas été trop compromise. Entre 1965 et 1968, en effet, les coûts augmentaient dans l'industrie italienne plus lentement que ce n'était en général le cas à l'étranger ; sur l'ensemble de cette période, il semble même, à en juger d'après les chiffres dont on dispose, que les coûts unitaires de main-d'œuvre y aient baissé. D'autre part, la montée des prix et des coûts est à présent assez rapide dans bon nombre d'autres pays industriels. De plus, comme une part proportionnellement plus grande des relèvements de salaires accordés au titre des nouvelles conventions collectives — qui portent généralement sur une période de deux à trois ans — prendra effet dès la première année, la progression des salaires devrait être en principe plus modérée par la suite jusqu'au terme de la durée d'application des accords. Toutefois, la justesse de cette analyse relativement optimiste dépend, et la condition est importante, du succès des efforts entrepris pour prévenir une course entre les prix et les salaires.

Par rapport au niveau extrêmement élevé qu'elles atteignaient vers le début de l'année, les sorties de capitaux privés se sont considérablement réduites au printemps sous l'effet de la hausse des taux d'intérêt en Italie et des mesures spéciales prises par les autorités ; plus récemment, toutefois, les sorties sont redevenues importantes. D'autre part, les emprunts souscrits à l'étranger par les organismes publics (de l'ordre d'un milliard de dollars pour 1970) ont allégé les tensions auxquelles la balance des paiements était soumise, tout en apportant une certaine détente sur le marché intérieur des capitaux. De nouvelles mesures n'en demeurent pas moins indispensables si l'on veut limiter les facteurs de caractère relativement durable qui favorisent les sorties de capitaux, et il faudra en particulier faire approuver sans retard des mesures législatives et fiscales visant à encourager les achats de valeurs mobilières italiennes.

Les responsables de la politique économique se trouvent aujourd'hui devant des tâches qui ne sont pas simples et que le climat social actuel ne fait sans aucun doute que compliquer encore. Pourvu qu'un retour à des conditions de production normales intervienne prochainement et que des mesures destinées à empêcher les mouvements inflationnistes s'avèrent suffisamment efficaces, l'évolution future de l'économie italienne pourrait se révéler très satisfaisante. Bien des observateurs étrangers, qui avaient formulé à son sujet des pronostics extrêmement pessimistes au moment de la précédente explosion des salaires, vers 1962-63, ont été fort surpris par la tournure des événements. Il n'y a aucune raison valable de supposer que, foncièrement, l'économie ait depuis lors perdu beaucoup de son ressort. Au reste, il ne fait guère de doute qu'elle dispose d'un potentiel de croissance considérable, qui doit lui permettre à plus longue échéance de progresser rapidement.

PAGE BLANCHE

Annexe I

LISTE DES MESURES DE POLITIQUE ÉCONOMIQUE

- (a) Le 23 mars 1969, les banques ont été priées de rééquilibrer leur position extérieure nette (qui était créditrice de 700 millions de dollars) pour le 30 juin 1970.
- (b) A compter de la même date, un taux pénalisateur a été appliqué aux avances sur titres d'une durée ne dépassant pas trois semaines ; ce taux, supérieur au maximum de 1,5 point au taux officiel d'escompte (qui était alors de 3,5 %), devait augmenter pour chaque banque selon la fréquence de son recours à ce genre d'emprunt dans le semestre.
- (c) En avril, la faculté que les banques avaient de participer sans accord préalable à des consortiums de placement d'émissions étrangères a été suspendue et d'autres mesures ont été prises en vue de décourager les sorties de capitaux privés non bancaires.
- (d) A compter de mai, les bons du Trésor à 12 mois offerts aux banques à d'autres fins que le respect du coefficient de réserves obligatoires ont été vendus par adjudication de façon à laisser le rendement de ces bons refléter la tendance ascendante des taux d'intérêt du marché.
- (e) Une pénalisation de 1,5 point a été appliquée à compter de juillet aux opérations de réescompte des banques (sauf celles liées au financement de stocks agricoles) effectuées en dépassement d'un certain plafond.
- (f) Le 14 août, la Banque d'Italie a porté son taux officiel de réescompte et le taux d'intérêt de ses avances sur titres de 3,5 à 4 %. Les taux de pénalisation pouvant atteindre 1,5 %, qui avaient été institués précédemment, n'ont pas été modifiés.
- (g) A partir du 13 janvier, le rapport des coupons sur titres hypothécaires est passé de 5 à 6 % (rendement effectif de 7 %) et, alternativement, une prime était consentie en fonction de la période de remboursement. La charge financière correspondante devait être supportée par le budget. En outre, les banques commerciales ainsi que les banques d'épargne ont été autorisées à satisfaire une partie de leurs exigences de réserves obligatoires sous forme d'augmentations de dépôts d'épargne liées à l'acquisition de tels titres.

- (h) Le 14 février 1970, la Banque d'Italie a retiré aux banques l'autorisation d'accepter des billets de banque italiens envoyés par la poste par des banques étrangères établies hors d'Italie. Ces remises de billets devaient désormais être effectuées directement à la Banque d'Italie. A la même date, la période maximale pouvant s'écouler entre le paiement anticipé d'importations et leur livraison et le délai maximal de rapatriement du produit des exportations, ont été respectivement ramenés de 360 à 30 et 120 jours.
- (i) Le 6 mars, la Banque d'Italie a relevé son taux officiel d'escompte d'un point et demi en le faisant passer de 4 à 5½ %. Les taux de pénalisation, qui pouvaient aller jusqu'à majorer le taux de base d'un point et demi, sont restés inchangés.
- (j) A la fin de mars, les banques ont aboli l'entente interbancaire fixant un maximum aux taux qu'elles offraient sur les dépôts et un minimum à ceux qu'elles percevaient sur leurs prêts.
- (k) En vue de neutraliser l'effet expansionniste sur la liquidité interne des prêts récemment contractés à l'étranger par l'IMI et l'ENEL (respectivement 200 et 425 millions de dollars), ces Institutions se sont vues contraintes de déposer temporairement auprès de la Banque d'Italie la contrepartie en dollars de ces emprunts.

ANNEXE STATISTIQUE

PAGE BLANCHE

Tableau A Comptes nationaux
(a) Dépense nationale et produit national
En milliards de livres

59

	Aux prix courants					Aux prix de 1963				
	1965	1966	1967	1968	1969	1965	1966	1967	1968	1969 ¹
DÉPENSE :										
1 Consommation privée	23 263	25 561	28 214	29 995	32 641	21 251	22 688	24 310	25 450	26 908
2 Consommation publique	5 176	5 521	5 861	6 363	6 876	4 396	4 535	4 729	4 925	5 076
3 Formation brute de capital fixe	6 904	7 283	8 323	9 165	10 543	6 296	6 550	7 320	7 886	8 529
<i>dont</i> : Construction	4 608	4 710	5 258	5 909	7 078	4 064	4 088	4 413	4 822	5 340
Machines et équipement	2 296	2 573	3 065	3 256	3 465	2 232	2 462	2 907	3 064	3 189
4 Variation des stocks	311	387	634	190	190	280	302	420	110	100
5 Exportations de biens et services	6 168	6 878	7 442	8 509	9 740	5 984	6 758	7 204	8 312	9 386
6 <i>Moins</i> : Importations de biens et services	5 212	6 072	6 919	7 380	8 908	5 059	5 767	6 501	6 978	8 394
7 PIB aux prix du marché	36 610	39 558	43 555	46 833 ²	51 066 ²	33 148	35 066	37 482	39 705	41 605
8 Revenus des facteurs en provenance du reste du monde	431	516	523	610	803	387	453	492	567	740
9 <i>Moins</i> : Revenus des facteurs au reste du monde	223	245	274	309	413	200	215	265	293	383
10 Revenus nets des facteurs en provenance du reste du monde	208	271	249	301	390	187	238	227	274	357
11 PNB aux prix du marché	36 818	39 829	43 804	47 134 ²	51 456 ²	33 335	35 304	37 709	39 979	41 962
PRODUCTION PAR BRANCHE D'ACTIVITÉ										
1 Agriculture, sylviculture et pêche	4 322	4 482	4 905	4 663	5 137	4 115	4 249	4 566	4 441	4 551
2 Industries extractives, manufacturières et services d'utilité publique	9 634	10 590	11 706	12 806	13 823	9 191	10 014	10 954	11 927	12 434
3 Construction	2 592	2 672	2 976	3 337	3 897	2 106	2 117	2 237	2 416	2 649
4 Services du secteur privé	12 027	13 260	14 619	16 094	17 447	10 718	11 323	11 997	12 844	13 578
5 Administration publique	4 018	4 329	4 533	4 902	5 261	3 357	3 490	3 570	3 677	3 750
6 PIB aux coûts des facteurs	32 593	35 333	38 739	41 802	45 565	29 487	31 193	33 324	35 305	36 962

1 Données provisoires.

2 Y compris l'erreur résiduelle afférente à l'estimation révisée de la balance extérieure.

Sources : ISTAT (Comptes Nationaux) et Relazione Generale, 1969.

Tableau A Comptes nationaux
(b) Répartition du revenu national

	En milliards de livres Aux prix courants					Répartition en pourcentage				
	1965	1966	1967	1968	1969	1965	1966	1967	1968	1969
1 Part échéant aux ménages et aux entrepreneurs individuels	28 402	30 658	33 806	36 262	39 503	95.7	95.1	95.6	94.8	94.8
(a) Rémunération des salariés	16 944	18 134	19 990	21 677	23 639	57.1	56.3	56.5	56.7	56.7
(b) Revenu des travailleurs indépendants	8 971	9 726	10 635 ¹	10 979 ¹	11 871 ¹	30.2	30.2	30.1	28.7	28.5
(c) Intérêts, rentes et dividendes	2 487	2 798	3 181	3 606	3 993	8.4	8.7	9.0	9.4	9.6
2 Part échéant aux Sociétés	1 216	1 519	1 562	2 067	2 252	4.1	4.7	4.4	5.4	5.4
(a) Impôts directs	626	678	808	865	904	2.1	2.1	2.3	2.3	2.2
(b) Épargne (non distribuée)	590	841	754 ¹	1 202	1 348 ¹	2.0	2.6	2.1	3.1	3.2
3 Part échéant à l'Administration publique	47	58	6	-75	-68	0.2	0.2	—	-0.2	-0.2
(a) Revenus de la propriété et de l'Entreprise allant à l'Administration	727	852	924	978	1 124	2.5	2.6	2.6	2.6	2.7
(b) Moins : Intérêts sur la dette publique	680	794	918	1 053	1 192	2.3	2.5	2.6	2.8	2.9
4 Revenu national (= 1 + 2 + 3)	29 665	32 235	35 373	38 254	41 687	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0

1 Estimations provisoires.

Sources : ISTAT (Comptes Nationaux) et Relazione Generale, 1969.

Tableau B Comptes nationaux trimestriels (estimations)
Indices de volume, 1966 = 100 (aux prix de 1963), corrigés des variations saisonnières

	1967					1968					1969				
	I	II	III	IV	Year	I	II	III	IV	Year	I	II	III	IV	Year
1 Produit national brut aux prix du marché	104.2	105.8	107.0	110.3	106.8	110.1	111.7	114.1	117.0	113.2	119.4	120.7	120.1	115.2	118.9
2 Importations de biens et services	108.3	112.2	113.4	118.6	113.1	111.4	118.2	122.7	133.9	121.5	133.8	147.2	149.5	156.5	146.8
3 Ressources totales	104.8	106.7	107.9	111.5	107.7	110.3	112.7	115.3	119.5	114.4	121.5	124.5	124.4	121.2	122.9
4 Exportations de biens et services	106.1	106.7	103.9	110.2	106.7	117.0	119.4	121.6	134.5	123.1	136.2	147.2	140.2	138.2	140.5
5 Emploi intérieur des ressources	104.5	106.8	108.7	111.8	107.9	108.9	111.2	114.0	116.3	112.6	118.4	119.7	121.0	117.6	119.2
6 Investissements fixes bruts	106.6	111.0	114.0	115.5	111.8	116.0	117.3	118.9	129.4	120.4	137.7	136.4	123.7	123.1	130.2
<i>dont</i> : Machines et équipement	114.7	119.6	118.9	119.1	118.1	120.5	122.0	126.1	129.1	124.5	129.2	136.7	132.9	119.2	129.5
Construction	101.7	105.9	111.0	113.3	108.0	113.3	114.5	114.5	129.5	118.0	142.8	136.2	118.2	125.4	130.6
7 Ressources disponibles pour la consommation y compris la variation des stocks	104.0	105.8	107.5	110.9	107.0	107.2	109.8	112.8	113.2	110.8	113.8	115.8	120.4	116.3	116.6
8 Produit intérieur brut au coût des facteurs	104.2	105.8	107.0	110.3	106.8	110.1	111.7	114.0	117.0	113.2	119.1	120.3	119.7	114.9	118.5
<i>dont</i> : Agriculture	102.7	103.0	108.3	115.8	107.5	103.2	102.4	107.4	105.0	104.5	103.7	103.2	109.8	111.7	107.1
Industries manufacturières	106.6	108.9	109.1	112.9	109.4	115.2	117.7	119.5	124.0	119.1	126.2	128.5	126.6	115.4	124.2
Construction	100.8	104.4	107.7	109.7	105.7	109.1	109.6	111.7	126.0	114.1	137.0	128.5	114.4	120.6	125.1
Services	104.4	105.7	105.8	108.0	106.0	110.0	112.2	114.5	117.0	113.4	119.0	121.9	122.1	116.5	119.9

Source : Autorités italiennes.

Tableau C Indices de la production industrielle
(1966 = 100)

	Moyennes annuelles						Indices trimestriels corrigés des variations saisonnières									
							1968				1969				1970	
	1964	1965	1966	1967	1968	1969	I	II	III	IV	I	II	III	IV	I	II ¹
1 Industries extractives	98	96	100	106	117	122										
2 Industries manufacturières	85	89	100	109	115	119	112	114	115	119	121	123	121	110	128	
3 Denrées alimentaires, bois- sons et tabac	96	98	100	105	110	116	106	110	110	116	115	112	117	119	120	
4 Textiles	98	86	100	98	98	104	99	99	94	98	103	106	104	105	104	
5 Sidérurgie	72	93	100	117	127	126	125	126	126	130	134	140	127	105	139	
6 Produits des industries mé- caniques ²	94	91	100	113	118	120	115	117	120	122	125	131	123	101	133	
7 Moyens de transport	84	86	100	108	111	110	106	111	106	120	122	117	115	86	133	
8 Produits chimiques	82	86	100	108	120	119	119	119	121	122	119	129	125	104	127	
9 Produits pétroliers	72	87	100	106	117	130	109	116	121	124	126	129	134	133	148	
10 Électricité et gaz	85	92	100	107	114	119	112	112	114	117	120	120	120	117	122	
INDICE GÉNÉRAL	86	90	100	108	115	119	112	114	115	119	121	123	121	110	127	126
1 Biens d'équipement ³	85	91	100	112	120	123	117	119	120	124	125	131	124	109	133	
2 Biens de consommation ³	89	88	100	105	110	116	107	110	110	114	117	117	119	112	123	
3 Produits intermédiaires	85	91	100	107	114	117	113	112	115	116	118	121	119	111	122	

1 Avril-mai.

2 Non compris les charpentes métalliques.

3 Non compris les voitures.

Sources : ISTAT et ISCO.

Tableau D Indices des prix
(1966 = 100)

	1967	1968	1969	1969				1970	
				I	II	III	IV	I	Avril
PRIX DE GROS :									
Produits agricoles	99.2	101.0	106.9	104.4	106.2	107.4	109.6	112.6	114.8
Produits non agricoles	100.0	100.0	103.5	100.7	102.0	104.4	106.7	109.6	110.7
Biens d'équipement	99.9	101.2	107.9	102.3	105.5	110.5	113.3	118.8	120.2
Biens de consommation	99.2	99.0	102.9	100.6	101.9	103.4	105.6	107.8	109.1
Biens intermédiaires	103.8	105.1	102.5	103.5	101.5	101.6	103.3	104.2	104.9
INDICE GÉNÉRAL	99.8	100.2	104.1	101.4	102.8	105.0	107.3	110.1	111.4
PRIX A LA CONSOMMATION :									
Produits alimentaires	101.7	102.0	104.9	103.1	104.4	105.9	106.1	107.6	108.8
Produits non alimentaires	102.3	103.1	105.0	103.3	104.1	105.4	107.0	108.6	109.5
Services	109.2	113.0	116.7	115.2	116.1	116.8	118.8	121.0	122.0
INDICE GÉNÉRAL	103.7	105.1	107.8	106.2	107.2	108.5	109.5	111.2	112.3
PRIX A LA CONSOMMATION POUR LES FAMILLES DE TRAVAILLEURS¹ :									
Alimentation	101.1	101.5	104.2	102.4	103.5	105.2	105.7	107.2	108.3
Habillement	102.1	104.0	107.1	105.2	105.9	107.2	110.3	112.1	113.2
Logement	102.9	107.7	113.4	111.3	112.9	114.1	115.5	118.4	119.1
INDICE GÉNÉRAL	102.0	103.3	106.2	104.4	105.5	106.8	108.0	109.7	110.7

1 Antérieurement « indice du coût de la vie ».

Source : ISTAT.

Tableau E Emploi¹

	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1969				1970	
									Jan.	April	July	Oct.	Jan.	April
A POPULATION ACTIVE TOTALE	20 561	20 134	20 130	19 920	19 653	19 796	19 763	19 534	19 400	19 528	19 613	19 594	19 330	19 429
Total en % de l'ensemble de la population	41.6	40.3	39.7	38.8	37.8	37.8	37.4	36.8	36.5	36.9	36.9	36.8	36.2	36.3
1 Emploi effectif														
Emploi dépendant	12 450	12 702	12 620	12 299	12 166	12 433	12 566	12 752	12 641	12 725	12 792	12 851	12 869	12 944
Emploi indépendant	7 500	6 928	6 961	6 900	6 718	6 674	6 503	6 119	5 968	6 200	6 193	6 114	5 774	5 947
Emploi total	19 950	19 630	19 581	19 199	18 884	19 107	19 069	18 871	18 609	18 925	18 985	18 965	18 643	18 891
dont : Sous-employés	—	348	397	520	291	243	256	276	455	235	217	196	349	209
2 Chômage														
Personnes à la recherche d'un emploi	344	282	312	470	475	391	363	309	437	294	251	252	341	253
Personnes à la recherche d'un premier emploi	267	222	237	251	294	298	331	354	354	309	377	377	346	285
Chômage total	611	504	549	721	769	689	694	663	791	603	628	629	687	538
Total en % de la population active	3.0	2.5	2.7	3.6	3.9	3.5	3.5	3.4	4.1	3.1	3.2	3.2	3.6	2.8
3 Chômage : répartition géographique (en % de la population active régionale)														
Italie du Nord-Est	1.8	1.5	1.9	3.3	3.1	2.6	2.3	1.9	..	..	..	..	..	..
Italie du Nord-Ouest	3.4	2.8	3.1	4.1	4.2	3.3	3.0	3.2	..	..	..	..	..	..
Italie centrale	3.1	2.6	2.6	3.5	4.0	3.5	3.8	5.0	..	..	..	..	..	..
Italie du Sud	3.5	3.2	3.3	3.7	4.4	4.4	4.8	5.0	..	..	..	..	..	..
B AUTRE POPULATION	28 883	29 815	30 600	31 460	32 274	32 613	33 015	33 567	33 684	33 438	33 492	33 655	34 076	34 121
C ENSEMBLE DE LA POPULATION PRÉSENTE	49 444	49 949	50 730	51 380	51 927	52 409	52 778	53 101	53 084	52 966	53 105	53 249	53 406	53 550

1 Estimations des agrégats nationaux, extrapolés à partir des enquêtes trimestrielles par sondage.

Sources : ISTAT et Relazione Generale, 1969.

Tableau F Salaires et traitements
Indices, 1966 = 100

	Non compris les allocations familiales							Y compris les allocations familiales				
	1967	1968	1969	I	II	1969 III	IV	1970 I	1967	1968	1969	1970 I
I INDICES DES SALAIRES ET TRAITEMENTS												
A Taux des salaires minimums												
1 Agriculture	109.2	114.8	127.2	120.1	124.5	130.1	133.8	141.0	108.0	112.9	122.8	134.5
2 Industrie	105.0	109.0	117.0	112.4	116.4	118.9	120.2	136.3	104.2	107.8	114.7	131.8
<i>dont</i> : Industrie manufacturières	105.2	109.0	117.2	111.6	116.6	119.5	121.2	136.3	104.4	107.6	114.6	130.7
Construction	104.6	109.2	116.7	113.7	116.7	117.6	118.6	137.6	103.9	108.2	115.0	133.1
3 Transports	102.3	105.9	111.3	107.1	109.1	113.8	115.2	122.8	101.9	105.0	109.7	119.6
4 Commerce	102.7	107.6	113.2	110.9	112.3	114.3	115.4	121.8	102.2	106.5	111.2	118.4
B Taux des traitements minimums												
1 Industrie	105.1	108.3	113.9	110.2	113.4	115.1	116.7	126.3	104.6	107.5	112.5	123.7
2 Commerce	102.3	107.4	113.3	111.0	112.6	114.2	115.5	121.2	102.4	106.6	111.8	118.6
3 Administration publique	101.8	105.0	108.8	106.6	106.6	111.1	111.0	111.9	101.5	104.3	107.5	110.2
	1965	1966	1967	1968	1969							
II SALAIRES HORAIRES (en liras)												
Industrie ¹	547	559	589	615	672							
<i>dont</i> : Construction	571	587	604	633	679							

¹ Entreprises couvertes par l'enquête du ministère du Travail.

Sources : ISTAT et Relazione Generale, 1969.

Tableau G Comptes du secteur public
Concepts de la comptabilité nationale, système de la gestion
(a) Compte consolidé du secteur public

	Milliards de liras				Augmentations en %			
	1966	1967	1968	1969	1966	1967	1968	1969
1 Impôts directs	2 592	2 941	3 188	3 525	9.8	13.5	8.4	10.6
2 Impôts indirects	4 820	5 508	5 885	6 428	6.7	14.3	6.8	9.2
3 Contributions à la sécurité sociale	3 889	4 594	5 297	5 717	5.3	18.1	15.3	7.9
4 Autres recettes courantes	1 134	1 249	1 319	1 489	16.1	10.1	5.6	12.9
5 Total des recettes courantes	12 435	14 292	15 689	17 159	7.7	14.9	9.8	9.4
6 Dépenses courantes en biens et services	5 521	5 861	6 363	6 876	6.7	6.2	8.6	8.1
7 Subventions et transferts courants	6 797	7 554	8 701	10 042	10.9	11.1	15.2	15.4
8 Total des dépenses courantes	12 318	13 415	15 064	16 918	9.0	8.9	12.3	12.3
9 Épargne courante nette	117	877	625	241	..	..	..	..
10 Provisions pour amortissement et recettes en capital	133	142	146	159	..	..	..	..
11 Formation brute de capital fixe	1 014	987	1 208	1 120	8.0	-2.7	22.3	-7.3
12 Transferts en capital	548	765	755	870	-6.8	39.6	-1.3	15.2
13 Besoin de financement	1 312	733	1 192	1 590	..	..	..	..

Sources : ISTAT (Comptes Nationaux) et Relazione Generale, 1969.

Tableau G Comptes du secteur public
(b) Administration centrale¹

	Milliards de livres				Augmentations en %			
	1966	1967	1968	1969	1966	1967	1968	1969
1 Impôts	6 619	7 383	8 058	8 771	12.1	11.5	9.1	8.8
2 Autres recettes courantes	390	473	463	411	..	..	..	..
3 Total des recettes courantes	7 009	7 856	8 521	9 182	13.4	12.1	8.5	7.8
4 Dépenses courantes en biens et services	3 624	3 747	4 094	4 416	6.8	3.4	9.3	7.9
5 Subventions et transferts courants	2 941	2 686	3 553	4 264	9.8	-8.7	32.3	20.0
6 Total des dépenses courantes	6 565	6 433	7 647	8 680	9.1	-2.0	18.9	13.5
7 Épargne courante nette	444	1 423	874	502	..	..	..	..
8 Provisions pour amortissement et recettes en capital	73	78	83	88	..	..	..	..
9 Formation brute de capital fixe	192	236	301	260	—	22.9	27.5	-13.6
10 Transferts en capital	1 110	1 069	1 286	1 390	11.9	-3.7	20.3	8.1
11 Besoin de financement : capacité =(-)	785	-196	630	1 060	..	..	..	..

1 Non compris les établissements autonomes.

Sources : ISTAT (Comptes Nationaux) et Relazione Generale, 1969.

Tableau G Comptes du secteur public
(c) Collectivités locales

	Milliards de liras				Augmentations en %			
	1966	1967	1968	1969	1966	1967	1968	1969
1 Impôts	906	984	1 043	1 170	6.4	8.6	6.0	12.2
2 Autres recettes courantes	943	1 082	1 278	1 348	7.2	14.7	18.1	5.5
3 Total des recettes courantes	1 849	2 066	2 321	2 518	6.7	11.7	12.4	8.5
4 Dépenses courantes en biens et services	1 397	1 550	1 653	1 780	7.0	11.0	6.7	7.7
5 Subventions et transferts courants	749	703	893	935	25.9	-6.1	27.0	4.7
6 Total des dépenses courantes	2 146	2 253	2 546	2 715	13.0	5.0	13.0	6.6
7 Épargne courante nette	-297	-187	-225	-197	..	..	..	..
8 Provisions pour amortissement et recettes en capital	296	164	281	279	..	..	..	..
9 Formation brute de capital fixe	523	519	541	546	1.2	-0.8	4.2	0.9
10 Transferts en capital	45	76	78	79	..	..	..	..
11 Besoin de financement	569	618	563	543	..	..	..	..

Sources : ISTAT (Comptes Nationaux) et Relazione Generale, 1969.

Tableau G Comptes du secteur public

(d) Sécurité sociale

Milliards de liras

	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969
1 Contributions sociales	2 517	3 208	3 676	3 694	3 888	4 594	5 297	5 717
2 Transferts totaux	226	361	342	866	936	583	915	1 346
<i>dont</i> : Transferts des entreprises	19	24	25	43	36	37	50	45
Transferts des administrations publiques	207	337	317	823	900	546	865	1 301
3 Autres recettes	102	111	144	168	176	182	202	210
4 Total des recettes courantes	2 844	3 680	4 162	4 728	5 000	5 359	6 414	7 272
5 Dépenses courantes en biens et services	200	255	286	305	328	386	417	465
6 Subventions et transferts courants	2 382	2 933	3 239	4 175	4 621	5 117	5 788	6 757
<i>dont</i> : Transferts aux ménages	2 352	2 913	3 217	4 142	4 577	5 083	5 722	6 694
7 Total des dépenses courantes	2 582	3 188	3 525	4 480	4 949	5 503	6 205	7 223
8 Épargne nette courante	262	492	637	248	51	-144	209	49
9 Provisions pour amortissement	6	7	8	8	9	9	9	11
10 Formation brute de capital fixe et transferts de capital	73	91	90	80	119	120	150	106
11 Besoin de financement : capacité = (-)	-195	-408	-555	-176	59	255	-69	46

Sources : ISTAT (Comptes Nationaux) et Relazione Generale, 1969.

Tableau H Monnaie et crédit
(a) Évolution de la base monétaire de 1960 à 1969.
Variations en milliards de lire

	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969
A Origine des actifs liquides :										
1 Effet net du secteur extérieur	-38	390	608	-718	294	627	236	243	123	-648
2 Effet net du secteur public	217	243	575	981	832	918	495	404	922	1 500
3 Banques	27	266	268	476	-161	-169	565	627	220	476
4 Autres secteurs	30	-46	-9	-9	-7	-67	-82	-58	-24	-83
5 Effet net global	235	854	1 442	730	958	1 309	1 214	1 216	1 241	1 245
B Utilisation des actifs liquides :										
6 Avoirs liquides détenus par le Public	413	636	687	753	567	775	805	1 018	577	1 153
7 Réserves bancaires obligatoires	296	295	392	308	126	463	314	249	403	415
8 Liquidités des banques	-474	-78	362	-331	265	70	94	-51	261	-323
9 Total	235	854	1 442	730	958	1 309	1 214	1 216	1 241	1 245
10 Total y compris les réserves en titres à long terme	233	852	1 430	855	1 086	1 440	1 517	1 703	1 702	1 642

Source : Banque d'Italie.

Tab H Monnaie et crédit
(b) Sélection de certains indicateurs monétaires
En milliards de liras, fin de période

	1965	1966	1967	1968	1969				1970
					I	II	III	IV	I
I LIQUIDITÉS									
1 Monnaie en circulation ¹	4 189	4 567	5 053	5 260	4 889	5 049	5 234	5 955	5 440
2 Dépôts à vue	10 110	11 633	13 617	15 620	15 864	16 418	16 886	18 229	18 287
3 Disponibilités monétaires	14 299	16 200	18 670	20 880	20 753	21 467	22 120	24 184	24 688
4 Dépôts d'épargne	10 825	12 492	14 059	15 733	15 816	15 879	16 197	16 841	16 535
5 Dépôts dans les caisses d'épargne	3 628	4 011	4 358	4 697	4 757	4 759	4 801	5 017	5 054
II BANQUE CENTRALE :									
1 Crédit au Trésor public	2 740	2 661	2 520	3 020	2 985	3 079	3 682	4 206	5 170
2 Crédit au secteur bancaire	487	1 015	1 709	1 901	1 618	2 004	1 586	2 478	1 826
III SECTEUR BANCAIRE :									
1 Total des dépôts bancaires									
2 Crédit des banques	20 542	23 678	27 124	30 793	31 174	31 727	32 552	34 458	34 823
3 Titres publics	14 020	16 076	18 604	20 616	20 513	21 594	21 892	23 720	23 394
4 Actions et obligations	2 722	3 143	3 271	3 818	3 866	3 884	3 871	3 780	3 662
	3 462	4 472	5 340	6 403	6 626	6 834	7 252	7 490	7 676
IV INSTITUTIONS SPÉCIALISÉES DANS LE CRÉDIT A MOYEN ET LONG TERME :									
Crédit du secteur privé	8 053	9 135	10 606	12 445	12 894	13 177	13 751	14 111	14 633

¹ A l'exclusion du secteur bancaire.
Source : Banque d'Italie

Tableau H Monnaie et crédit
(c) Émissions annuelles nettes sur le marché des capitaux
Milliards de lires

	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969
A Par type d'émetteur et catégorie de titres										
1 Obligations publiques	178	150	69	-71	232	664	1 555	1 002	1 297	1 550
en % du total des émissions obligataires	(21.1)	(16.1)	(6.3)	(-6.5)	(16.0)	(33.7)	(55.0)	(41.5)	(41.9)	(46.4)
2 Institutions de crédit spécialisées	412	513	725	775	721	646	861	987	1 189	1 280
3 ENEL, ENI, IRI ¹	59	115	59	275	469	557	314	246	403	466
4 Entreprises privées	196	126	206	94	33	90	3	156	113	29
5 Obligations étrangères ²	—	15	30	15	—	14	72	15	44	12
6 Total des obligations ³	845	931	1 088	1 087	1 454	1 971	2 826	2 414	3 092	3 338
7 Actions	496	514	715	398	581	406	470	395	473	681
8 Total des émissions sur le marché financier	1 341	1 445	1 803	1 485	2 035	2 377	2 296	2 809	3 565	4 019
B Par type de souscripteur et catégorie de titres										
1 Secteur non bancaire										
obligations	559	575	291	341	275	753	1 256	1 209	1 204	1 025 ⁴
(en % du total des obligations)	(66.2)	(61.8)	(26.7)	(31.4)	(18.9)	(38.2)	(44.4)	(50.1)	(38.9)	(30.7)
actions	483	495	693	390	585	373	449	353	463	670 ⁴
2 Secteur bancaire et autres institutions financières										
obligations	275	321	749	758	995	1 182	1 369	1 049	1 669	1 098
(en % du total des obligations)	(32.5)	(34.5)	(68.9)	(69.7)	(68.4)	(60.0)	(48.4)	(43.5)	(54.0)	(32.9)
actions	13	16	21	-2	-8	34	15	37	8	9
3 Banque d'Italie										
obligations	11	35	48	-12	184	36	201	156	219	1 215
(en % du total des obligations)	(1.3)	(3.7)	(4.4)	(-1.1)	(12.7)	(1.8)	(7.2)	(6.4)	(7.1)	(36.4)
actions	—	3	1	10	4	-1	6	5	2	2

1 L'ENEL n'est compris qu'à partir de 1963.

2 Émissions réalisées par des institutions internationales.

3 Ce total comprend les obligations des collectivités locales mais exclut la catégorie des « certificats spéciaux » du Trésor et certains titres étrangers.

4 Y compris les souscriptions des institutions spéciales, non disponibles séparément.

Source : Banque d'Italie.

Tableau I Balance des paiements
En millions de dollars

	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969
A OPÉRATIONS COURANTES								
1 Importations fob	5 505	6 877	6 508	6 458	7 595	8 626	9 050	11 058
2 Exportations	4 590	4 973	5 863	7 104	7 929	8 605	10 098	11 642
3 Balance commerciale	-915	-1 903	-645	646	334	-21	1 048	584
4 Tourisme, recettes	847	932	1 036	1 288	1 460	1 424	1 476	1 632
5 Tourisme, paiements	123	183	209	226	261	298	363	493
6 Tourisme, solde	724	749	827	1 062	1 199	1 126	1 113	1 139
7 Revenus du travail	262	307	343	421	473	412	449	519
8 Fret international	-195	-284	-262	-343	-350	-399	-366	-412
9 Autres services	25	37	46	81	71	118	43	126
10 Solde de biens et services	-99	-1 094	309	1 867	1 727	1 236	2 287	1 956
11 Transferts privés	384	355	345	408	438	427	488	508
12 Transferts publics	-49	-6	-34	-66	-48	-64	-148	-96
13 BALANCE DES OPÉRATIONS COURANTES	236	-745	620	2 209	2 117	1 599	2 627	2 368
B MOUVEMENTS DE CAPITAUX NON MONÉTAIRES:								
1 Investissements directs, actif	404	441	618	387	460	434	529	661
2 Investissements directs, passif	274	269	220	278	242	407	458	526
3 Investissements directs, solde	130	172	398	109	218	27	71	135
4 Crédits commerciaux	-89	3	-248	-371	-434	26	-340	-474
5 Autres opérations	411	814	522	55	-418	-173	-230	-808
6 Capitaux privés, total	452	989	672	-208	-634	-120	-499	-1 147
7 Capitaux publics	5	-4	15	67	-84	-102	-64	-29
8 Rachats de billets de banque italiens	-766	-1 470	-577	-314	-559	-801	-1 127	-2 256
9 Total	-309	-485	110	-455	-1 277	-1 023	-1 691	-3 432
C ERREURS ET OMISSIONS	124	-21	44	-160	-145	-252	-309	-327
D MOUVEMENTS MONÉTAIRES¹								
1 Total des réglemens officiels	-481	602	-332	-960	-288	-519	61	705
(a) Or et devises convertibles	-59	439	-497	-189	165	-118	-62	28
(b) Opérations avec le FMI	40	-23	84	-338	- 85	38	-53	32
(c) Autres réserves nettes	-21	1	51	-281	-195 ²	-479	475	122
(d) Position à moyen et long terme	-441	185	30	-152	-173	40	-299	523
2 Banques commerciales	430	650	-442	-634	-408	195	-688	686
3 Total	-51	1 252	-774	-1 594	-696	-324	-627	1 391

1 Augmentation d'actif = (-).

2 Y compris prêt spécial de 250 millions de dollars au FMI.

Source : Banque d'Italie.

Tableau J Commerce extérieur et réserves de change
En millions de dollars

	1965	1966	1967	1968	1969	1968 IV	1969				1970	
							I	II	III	IV	I	II*
COMMERCE EXTÉRIEUR (données douanières, taux mensuel)												
1 Total des importations	612	714	819	854	1 038	941	965	1 043	1 028	1 118	1 148	1 255
Importations non alimentaires	464	547	637	673	831	740	764	836	844	881	921	
Importations non alimentaires à l'exclusion du pétrole	387	461	526	554	701	608	633	712	716	746	792	
2 Total des exportations	599	669	725	849	977	938	941	1 039	986	948	992	1 116
Exportations non alimentaires	526	596	648	774	891	860	868	946	905	847	918	
3 Balance commerciale	13	45	83	-5	-61	-3	-24	-4	-42	-170	-156	-139
<i>Chiffres corrigés des variations saisonnières :</i>												
1 Importations	—	—	—	—	—	922	948	1 033	1 078	1 095	1 139	1 220
2 Exportations	—	—	—	—	—	916	956	1 030	1 002	924	1 026	1 087
3 Balance commerciale	—	—	—	—	—	-6	-8	-3	-76	-171	-113	-133
4 Importations non alimentaires	—	—	—	—	—	734	742	830	883	871	905	
5 Exportations non alimentaires	—	—	—	—	—	840	874	938	924	826	932	
RÉSERVES DE CHANGE, en fin de période												
1 Réserves officielles												
Or	2 404	2 414	2 400	2 923	2 956	2 923	2 924	2 937	2 954	2 956	2 978	2 981
Devises convertibles	1 464	1 288	1 419	958	899	958	774	925	1 222	899	949	686
Position au FMI ¹	549	885	842	894	863	393	791	726	751	863	885	873
Autres réserves	149	91	575	103	-21	604	3	-74	-360	-21	-986	-306
Total ²	4 566	4 678	5 236	4 878	4 697	4 878	4 492	4 514	4 567	4 697	3 947 ³	4 359 ³
2 Banques commerciales :												
Position nette vis-à-vis de l'étranger	-178	230	35	723	36	723	749	189	252	36	179	60

* Avril-mai.

1 La position au FMI inclut les crédits consentis sur une base multilatérale (Accord général d'emprunt) auparavant enregistrés sous la rubrique « Autres Réserves ».

2 Non compris les actifs à moyen et long terme des autorités monétaires.

3 Y compris les avoirs sous forme de Droits de Tirages spéciaux (120 millions de dollars en Mars et 126 millions en Mai).

Sources : Principaux Indicateurs Économiques de l'OCDE, ISCO et Banque d'Italie.

Tableau K Ventilation par produits du commerce extérieur
Milliards de lire

	1965	1966	1967	1968	1969
(i) IMPORTATIONS					
1 Produits agricoles, denrées alimentaires, boissons et tabac	1 087	1 216	1 305	1 285	1 486
2 Pétrole brut	581	654	830	894	972
3 Métaux, minéraux et ferraille	598	738	846	824	1 076
4 Matières et produits textiles	385	492	489	477	597
5 Bois et produits en bois	193	211	230	240	291
6 Automobiles et pièces détachées	115	143	172	214	306
7 Autres produits mécaniques	667	752	967	1 082	1 343
8 Produits chimiques	377	452	528	605	739
9 Papier et carton	115	124	137	144	179
10 Autres importations	474	586	638	662	792
11 IMPORTATIONS TOTALES	4 592	5 368	6 142	6 428	7 781
(ii) EXPORTATIONS					
1 Produits agricoles, denrées alimentaires, boissons et tabac	552	559	580	552	637
2 Métaux, minéraux et ferraille	318	294	289	390	423
3 Matières et produits textiles	592	645	629	793	930
4 Vêtements et chaussures	265	319	354	443	567
5 Automobiles et pièces détachées	301	373	427	553	634
6 Autres moyens de transport	193	183	168	220	265
7 Autres produits mécaniques	1 073	1 308	1 532	1 720	1 992
8 Produits chimiques	643	719	775	885	902
9 Autres exportations	555	624	687	809	981
10 EXPORTATIONS TOTALES	4 492	5 024	5 441	6 365	7 331

Source : ISTAT.

OECD SALES AGENTS

DÉPOSITAIRES DES PUBLICATIONS DE L'OCDE

ARGENTINE - ARGENTINE

Editorial Sudamericana S.A.,
Humberto 1° 545, BUENOS AIRES.

AUSTRALIA - AUSTRALIE

B.C.N. Agencies Pty, Ltd.,
178 Collins Street, MELBOURNE, 3000.

AUSTRIA - AUTRICHE

Gerold & Co., Graben 31, WIEN 1.
Sub-Agent : GRAZ : Buchhandlung Jos. A. Kienreich, Sackstrasse 6.

BELGIUM - BELGIQUE

Librairie des Sciences
Coudenberg 76-78, B 1000 BRUXELLES.
Standaard Wetenschappelijke Uitgeverij
Belgiëlei 147, ANVERS.

CANADA

INFORMATION CANADA
OTTAWA - CANADA

DENMARK - DANEMARK

Munksgaard Boghandel, Ltd., Nørregade 6
KOBENHAVN K.

FINLAND - FINLANDE

Akateeminen Kirjakauppa, Keskuokatu 2,
HELSINKI.

FORMOSA - FORMOSE

Books and Scientific Supplies Services, Ltd.
P.O.B. 83, TAIPEI,
TAIWAN.

FRANCE

Bureau des Publications de l'OCDE
2 rue André-Pascal, 75 PARIS 16°
Principaux sous-dépôtaires :
PARIS : Presses Universitaires de France,
49 bd Saint-Michel, 5°
Sciences Politiques (Lib.), 30 rue Saint-Guillaume, 7°
13 AIX-EN-PROVENCE : Librairie de l'Université,
38 GRENOBLE : Arthaud.
67 STRASBOURG : Berger-Levrault.

GERMANY - ALLEMAGNE

Deutscher Bundes-Verlag G.m.b.H.
Postfach 9380, 53 BONN.
Sub-Agents : BERLIN 62 : Elwert & Meurer.
HAMBURG : Reuter-Klöckner; und in den
massgebenden Buchhandlungen Deutschlands:

GREECE - GRECE

Librairie Kauffmann, 28, rue du Stade,
ATHÈNES-132.

Librairie Internationale Jean Mihalopoulos
33, rue Sainte-Sophie, THESSALONIKI.

ICELAND - ISLANDE

Snæbjörn Jónsson & Co., h.f., Hafnarstræti 9,
P.O. Box 1131, REYKJAVIK.

INDIA - INDE

Oxford Book and Stationery Co. :
NEW DELHI, Scindia House.
CALCUTTA, 17 Park Street.

IRELAND - IRLANDE

Eason & Son, 40-41 Lower O'Connell Street,
P.O.B. 42 DUBLIN 1.

ISRAEL

Emmanuel Brown,
35 Allenby Road, and 48 Nahlat Benjamin St.,
TEL-AVIV.

ITALY - ITALIE

Libreria Commissionaria Sansoni
Via Lamarmora 45, 50 121 FIRENZE.
Piazza Montecitorio 121, 00186 ROMA.
Sous-dépôtaires :
Libreria Hoepli, Via Hoepli 5, 20 121 MILANO.
Libreria Lattes, Via Garibaldi 3, 10 122 TORINO.
La diffusione delle edizioni OCDE e inoltre assicurata dalle migliori librerie nelle città più importanti.

JAPAN - JAPON

Maruzen Company Ltd.,
6 Tori-Nichome Nihonbashi, TOKYO 103.
P.O.B. 5050, Tokyo International 100-31.

LEBANON - LIBAN

Redico
Immeuble Edison, Rue Bliss, B.P. 5641
BEYROUTH.

LUXEMBOURG

Librairie Paul Bruck, 22, Grand'Rue,
LUXEMBOURG.

MALTA - MALTE

Labour Book Shop, Workers' Memorial Building,
Old Bakery Street, VALETTA.

THE NETHERLANDS - PAYS-BAS

W.P. Van Stockum
Buitenhof 36, DEN HAAG.
Sub-Agents : AMSTERDAM C : Scheltema &
Holkema, N.V., Rokin 74-76. ROTTERDAM :
De Wester Boekhandel, Nieuwe Binnenweg 331.

NEW ZEALAND - NOUVELLE-ZELANDE

Government Printing Office,
Mulgrave Street (Private Bag), WELLINGTON
and Government Bookshops at
AUCKLAND (P.O.B. 5344)
CHRISTCHURCH (P.O.B. 1721)
HAMILTON (P.O.B. 857)
DUNEDIN (P.O.B. 1104).

NORWAY - NORVEGE

A/S Bokhjörnet, Akerstgt. 41, OSLO 1.

PAKISTAN

Mirza Book Agency, 65, Shahrah Qaid-E-Azam,
LAHORE 3.

PORTUGAL

Livraria Portugal, Rua do Carmo 70, LISBOA.

SPAIN - ESPAGNE

Mundi Prensa, Castelló 37, MADRID 1.
Libreria Bastinos de José Bosch, Pelayo 52,
BARCELONA 1.

SWEDEN - SUEDE

Fritzes, Kungl. Hovbokhandel,
Fredsgatan 2, STOCKHOLM 16.

SWITZERLAND - SUISSE

Librairie Payot, 6, rue Grenus, 1211 GENEVE, 11
et à LAUSANNE, NEUCHÂTEL, VEVEY,
MONTREUX, BERNE, BALE, ZURICH.

TURKEY - TURQUIE

Librairie Hachette, 469 Istiklal Caddesi, Beyoglu,
ISTANBUL et 12 Ziya Gökalp Caddesi, ANKARA.

UNITED KINGDOM - ROYAUME-UNI

H.M. Stationery Office, P.O. Box 569, LONDON
S.E.1.
Branches at : EDINBURGH, BIRMINGHAM,
BRISTOL, MANCHESTER, CARDIFF,
BELFAST.

UNITED STATES OF AMERICA

OECD Publications Center, Suite 1207,
1750 Pennsylvania Ave, N.W.
WASHINGTON, D.C. 20006. Tél. : (202) 298-8755.

VENEZUELA

Libreria del Este, Avda. F. Miranda, 52,
Edificio Galipan, CARACAS.

YUGOSLAVIA - YOUGOSLAVIE

Jugoslovenska Knjiga, Terazije 27, P.O.B. 36,
BEOGRAD.

Les commandes provenant de pays où l'OCDE n'a pas encore désigné de dépositaire
peuvent être adressées à :

OCDE, Bureau des Publications, 2 rue André-Pascal, 75 Paris 16°

Orders and inquiries from countries where sales agents have not yet been appointed may be sent to
OECD, Publications Office, 2 rue André-Pascal, 75 Paris 16°

PUBLICATIONS STATISTIQUES

du département des affaires économiques et statistiques

PRINCIPAUX INDICATEURS ÉCONOMIQUES

Cette publication mensuelle, qui tire parti des techniques les plus modernes de présentation statistique sous la forme de tableaux et de graphiques, est destinée à fournir une vue instantanée de l'évolution économique la plus récente des pays de l'O.C.D.E., ainsi qu'un ensemble de statistiques internationales illustrant la situation économique de la zone O.C.D.E. au cours des dernières années.

Les indicateurs retenus couvrent la comptabilité nationale, la production industrielle, les livraisons, stocks et commandes, la construction, les ventes au détail, la main-d'œuvre, les salaires, les prix, les finances intérieures et extérieures, les taux d'intérêt, les échanges et paiements. Des suppléments trimestriels contiennent des précisions sur les prix de détail et la production industrielle.

BULLETINS STATISTIQUES DU COMMERCE EXTÉRIEUR : SÉRIES A, B et C

La **Série A - Commerce total par pays** (trimestrielle) donne une vue d'ensemble du commerce total des pays de l'O.C.D.E. (sans ventilation par produits) décomposé par pays et zones d'origine et de destination.

Les tableaux comportent une nomenclature géographique normalisée, et couvrent les quatre dernières années, les douze derniers trimestres et les seize derniers mois disponibles. Ils sont mis à jour par un supplément mensuel dans l'intervalle de deux parutions trimestrielles.

La **Série B - Échanges par produits, Tableaux analytiques** (trimestrielle) est destinée à l'analyse générale de la structure des échanges des pays de l'O.C.D.E., individuellement et par groupes, selon les principales catégories de produits et les zones et pays partenaires les plus importants.

Les catégories de produits, aussi bien que les pays et zones partenaires, suivent des nomenclatures normalisées, mais seuls les éléments significatifs apparaissent. La série paraît en six fascicules, dont chacun comprend les données relatives à plusieurs pays, dans l'ordre de leur réception.

La **Série C - Échanges par produits, Résumé par marchés** (semestrielle) fournit des informations détaillées sur les échanges des pays de l'O.C.D.E. par principaux produits et pays partenaires. La série paraît en trois volumes, couvrant respectivement les échanges par principales catégories de produits (valeurs seules) et les échanges par groupes, sous-groupes et positions de la C.T.C.I. (quantités et valeurs, un volume consacré aux exportations et un aux importations).

Les chiffres sont regroupés sous forme de tableaux synoptiques rassemblant les pays qui constituent le marché d'un produit déterminé, en tant que débouchés ou fournisseurs, aussi bien au sein de la zone O.C.D.E. que dans les transactions entre celle-ci et le reste du monde.

ANNUAIRES STATISTIQUES

Les **Statistiques rétrospectives** (paraissant tous les deux ans) rassemblent en deux volumes des chiffres trimestriels et mensuels couvrant la dernière décennie, pour toutes les séries contenues respectivement dans les *Principaux Indicateurs Économiques* et leur supplément *Production industrielle*. Les deux volumes contiennent en outre des chiffres annuels pour une période plus longue, ainsi qu'un choix de taux de variation. Dans l'intervalle de deux parutions, ils sont tenus à jour par des suppléments encartés dans les *Principaux Indicateurs Économiques*. **Comptes Nationaux des pays de l'O.C.D.E.** (annuel) contient, pour chaque pays de l'O.C.D.E. et pour les groupes importants de pays Membres, les principaux agrégats de la comptabilité nationale, présentés sous une forme normalisée pour la dernière décennie (parfois une période plus longue).

En outre, des tableaux supplémentaires présentent diverses mesures analytiques, telles que des triangles de croissance, des indices de prix et de volume, et le rapport de certaines composantes aux agrégats correspondants.

Statistiques de la population active (annuel) donne, à partir de données normalisées, une vue d'ensemble de l'évolution de la main-d'œuvre et de l'emploi dans les pays de l'O.C.D.E. au cours de la dernière décennie.

Les chiffres publiés concernent, en particulier, la population totale, les composantes de l'évolution démographique, la répartition par âge, la population active totale et civile, le chômage, ainsi que l'emploi (total et ventilé par branche d'activité et situation professionnelle, ainsi que par branche d'industrie dans le cas des salariés).

OCDE

Département des Affaires Économiques et Statistiques

ORGANISATION FOR ECONOMIC CO-OPERATION AND DEVELOPMENT

ÉTUDES ÉCONOMIQUES ANNUELLES

*Études détaillées du développement économique
dans chaque pays de l'OCDE*

Par pays F 3,60 FS 3 \$ 0,80 5/6 DM 2,80

Abonnement pour la série F 54 FS 43,20 \$ 11,80 £ 4 2 s. DM 35,70

ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES

PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES DE L'OCDE

En juillet et décembre les PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES DE L'OCDE donnent un aperçu général de l'évolution économique la plus récente dans l'ensemble de la zone OCDE et, au moyen d'une série de prévisions quantitatives intégrées, évaluent les perspectives. En supplément, cette publication contient fréquemment des études spéciales destinées à faciliter l'interprétation des tendances économiques.